

Programme de la présidence espagnole du Conseil de l'Union européenne

Du 1^{er} janvier au 30 juin 2010

Innover l'Europe

Éditions : Ministère des Affaires étrangères et de la Coopération. Secrétariat d'État à l'Union européenne.

NIPO : 007-09-076-8

ISBN : 978-84-340-1898-3

Dépôt légal : M-53146-2009

Imprimé par : Imprimerie nationale Journal officiel de l'État.

Présidence espagnole du Conseil de l'Union européenne

Innover l'Europe

3

I Une rapide et pleine application du Traité de Lisbonne

5

1. La mise en œuvre des nouvelles institutions de l'Union européenne

2. Le lancement du Service européen pour l'action extérieure

3. La clause de solidarité

II La reprise économique et la création d'emploi. Europe 2020

7

1. La sortie de crise

2. Pour une croissance durable et équilibrée : Europe 2020

3. La réforme de la surveillance du système financier

III L'Europe, un acteur global, responsable et solidaire

11

1. Une nouvelle étape dans la politique extérieure, de sécurité et de coopération européenne

2. Une nouvelle dimension dans la relation avec les États-Unis et le Canada

3. Un saut qualitatif dans les relations avec l'Amérique latine et les Caraïbes

4. Des relations de voisinage fortes et équilibrées

5. L'élargissement de l'Union. L'élan européen dans les Balkans occidentaux

6. Le regard tourné vers l'Asie. Le renforcement de la coopération pour faire face à l'agenda global

IV Une Europe des droits et des libertés, une Europe pour les citoyens 14

1. Une Europe plus démocratique avec la participation des citoyens. Le droit d'initiative citoyenne.

Sommaire

2. La charte des droits fondamentaux, plus de garanties pour les citoyens

3. L'adhésion à la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales

4. Le renforcement de la dimension sociale de l'Europe

5. La lutte contre la violence à caractère sexiste

6. L'Union européenne en tant qu'espace commun de liberté, de sécurité et de justice

7. Le développement d'une politique européenne d'immigration et d'asile

Le programme opérationnel des formations du Conseil 17

1. Affaires générales

2. Affaires étrangères

3. Conseil Ecofin

4. Justice et affaires intérieures

5. Emploi, politique sociale, santé et consommateurs

6. Compétitivité (marché intérieur, industrie et recherche)

7. Transport, télécommunications et énergie

8. Agriculture et pêche

9. Environnement

10. Éducation, jeunesse et culture

Innover l'Europe

page 5

Innover l'Europe

L'Espagne prend la tête de la présidence du Conseil de l'Union européenne à compter du 1^{er} janvier 2010, à un moment stratégique pour l'Europe.

Avec l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne, s'ouvre une nouvelle étape reposant sur un cadre juridique approprié pour la mise en œuvre de l'Europe dont nous avons besoin, une Europe plus forte, plus unie et plus efficace pour répondre aux inquiétudes des citoyens. Il nous appartient maintenant de renforcer la reprise économique naissante, de faire de l'Europe un véritable acteur global sur la scène internationale et de parvenir à ce que l'Union s'ancre profondément chez ceux qui lui apportent sa légitimité, les citoyens européens.

Dans ce contexte, l'Espagne exercera sa présidence avec la ferme volonté de renforcer et de transformer l'Union. Il s'agit d'innover l'Europe.

La mise en œuvre du Traité de Lisbonne sera la principale responsabilité de la présidence espagnole, une condition indispensable pour le développement des volets prioritaires que nous avons définis pour ce semestre.

Dans un deuxième temps, nous souhaitons relever le défi de la relance économique et tendre à une croissance durable et génératrice d'emploi. À cette fin, nous plaçons pour une intensification de la coordination des politiques économiques nationales, une coordination qui a déjà démontré être indispensable dans la lutte contre la récession et qu'il faut maintenant renforcer à l'occasion de la stratégie de croissance et d'emploi, Europe 2020. Le Traité propose des instruments permettant d'améliorer cette coordination et que nous allons mettre à profit.

Le Traité de Lisbonne offre également l'opportunité, d'une part, de développer une politique étrangère et de sécurité commune pour que l'Union puisse faire valoir sa voix, ses valeurs et ses intérêts sur l'échiquier international et, d'autre part, d'encourager un multilatéralisme effectif afin d'avancer vers un ordre global plus juste, pacifié et équilibré.

Mais l'Union ne pourra être plus forte que si elle est capable de tisser, enfin, une complicité avec ses citoyens et d'obtenir leur soutien et leur participation. Pour ce faire, il convient d'accroître leurs droits en tant qu'Européens, leur liberté et leur sécurité et de faire de l'égalité des sexes une réalité effective.

page 6

Voici les quatre priorités autour desquelles le programme de la présidence espagnole s'articule :

- La pleine application du Traité de Lisbonne.
- La coordination des politiques économiques afin de favoriser la relance et une croissance durable dans toute l'Europe : lancement de la stratégie Europe 2020.
- Le renforcement de la politique extérieure de l'Union pour en faire un véritable acteur global.
- La promotion d'une Europe des droits et des libertés au service des citoyens.

Ces priorités s'inscrivent dans le programme du trio de présidences formé par l'Espagne, la Belgique et la Hongrie (qui lui succéderont lors des deux prochains semestres), et apportent une suite au travail réalisé par la Suède, précédemment à la tête du Conseil de l'UE. En outre, ces priorités ont fait l'objet de consultations auprès du Parlement européen et ont été définies en tenant compte du travail de la nouvelle Commission.

Les initiatives exposées au cours des mois prochains seront enrichies par les analyses et propositions du groupe de réflexion qui doit présenter au cours de ce semestre ses conclusions pour l'horizon 2020-2030.

Ce programme de travail évoque, dans un premier temps, l'approche politique des quatre priorités majeures puis expose de manière plus détaillée les divers objectifs opérationnels pour chacune des formations du Conseil.

page 7

Une rapide et pleine application du Traité de Lisbonne

Le Traité de Lisbonne est entré en vigueur le 1^{er} décembre 2009. Il est le fruit d'un long processus de négociations qui a réussi à voir le jour grâce aux efforts communs des Gouvernements, des institutions européennes et des citoyens. Il nous incombe désormais de l'appliquer avec détermination et rigueur. Il s'agit de la principale responsabilité de la présidence espagnole, la clé de voûte sur laquelle reposent toutes les autres priorités.

Les citoyens européens doivent percevoir dès que possible la nouvelle étape franchie par l'Union.

1. La mise en œuvre des nouvelles institutions de l'Union européenne

L'Espagne apportera tout son soutien aux nouveaux hauts responsables afin qu'ils puissent exercer leurs compétences dans les meilleures conditions possibles. En outre, elle assumera le rôle qui lui incombe en tant que présidence tournante au niveau de la structure institutionnelle établie par le Traité.

Eu égard aux aspects relationnels avec les nouvelles institutions qui ne sont décrits ni dans le Traité ni dans ses modalités d'applications, nous nous engageons également à assurer une pratique équilibrée et européenne.

En tant que présidence de transition, il nous faudra suppléer à certaines carences provisoires des nouvelles institutions. Nous le ferons en étroite coordination avec celles-ci afin de combler ces manquements dès que possible.

Nous dirigerons les diverses formations du Conseil et nous collaborerons avec le président du Conseil européen dans l'élaboration de l'ordre du jour ainsi que dans la formulation des ses décisions et conclusions.

Nous établirons une relation de coopération permanente avec la Haute représentante, plus spécialement en ce qui concerne les domaines liés aux relations extérieures qui demeureront sous la responsabilité de la présidence tournante, tels la politique d'élargissement, le commerce ou la justice et les affaires intérieures.

En concertation directe avec le président du Conseil européen et la Haute représentante, nous participerons au bon développement des Sommets organisés avec des pays tiers prévus au cours du semestre, et pour la préparation desquels l'Espagne s'est déjà beaucoup investie.

[page 8]

Nous collaborerons également de manière permanente avec la nouvelle Commission européenne et le Parlement européen, qui représentent les pièces maîtresses de la nouvelle organisation institutionnelle. En outre, conformément à ce schéma, nous favoriserons l'intégration rapide au Parlement des eurodéputés supplémentaires.

2. Le lancement du Service européen pour l'action extérieure

Le Traité de Lisbonne jette les bases de la création du Service européen pour l'action extérieure, l'instrument devant doter d'une plus grande cohérence et efficacité l'action extérieure de l'Union.

La création de ce service, composé par des fonctionnaires de la Commission, du secrétariat général du Conseil et des États membres, reflète également la volonté de l'Union de renforcer son rôle sur l'échiquier international.

Il reviendra à la présidence espagnole de collaborer avec la Haute représentante et le Parlement européen afin de favoriser l'adoption des normes juridiques nécessaires pour constituer le Service européen pour l'action extérieure, et d'assurer rapidement sa mise en œuvre.

La présidence espagnole assurera la transition vers cette nouvelle structure en soutenant le travail de la Haute représentante à l'aide de son réseau diplomatique jusqu'à ce que soit déterminé, dans chaque cas, le déploiement du nouveau Service européen.

3. La clause de solidarité

Le Traité de Lisbonne jette la base juridique nécessaire afin que les États membres et l'Union se prêtent une assistance mutuelle en cas d'attaque terroriste, de catastrophe naturelle ou d'origine humaine qui surviendraient à l'intérieur des frontières de l'Union. Il s'agit d'un instrument novateur visant à renforcer la protection des citoyens européens.

Son développement requiert la proposition conjointe de la Commission européenne et de la Haute représentante, dont les efforts seront pleinement soutenus par la présidence espagnole.

La récupération économique et la création d'emploi. Europe 2020

La présidence espagnole coïncidera avec un contexte de reprise économique suite à une crise d'une envergure inédite, tant à l'échelle européenne qu'internationale.

L'action coordonnée des gouvernements de l'Union européenne, par l'intermédiaire de mesures de soutien au secteur financier et d'incitations fiscales (plan européen pour la relance économique), est parvenue à stabiliser les marchés financiers et à endiguer l'effondrement de l'activité économique.

Cet exercice de coordination à l'échelle européenne a permis de faire apparaître dès à présent les premiers signes de reprise économique. Néanmoins, le doute concernant la vigueur de cette reprise et la capacité des économies à créer de l'emploi de manière intensive persiste encore.

Dans ce contexte, la présidence espagnole a pour objectif de consolider la reprise économique, de retrouver le chemin de la création d'emploi et de progresser vers la viabilité des finances publiques à travers la mise en œuvre de processus d'assainissement budgétaire des États membres.

La présidence espagnole souhaite également définir les bases d'un modèle économique plus durable, capable de relever les défis structurels pesant sur l'Europe (la mondialisation, le changement climatique, le vieillissement de sa population, etc.) et doté d'une meilleure régulation et surveillance financière.

Afin d'atteindre ces objectifs, nous considérons qu'il est indispensable de poursuivre l'avancée vers la coordination des politiques économiques nationales. Avec l'adoption du Traité de Lisbonne, nous avons à notre disposition de nouveaux instruments permettant de consolider cette coordination des États membres et de soutenir ainsi une politique économique européenne. La présidence espagnole renforcera cette coordination depuis le Conseil européen et en collaboration avec la Commission et le Parlement.

Cette coordination concourra à retrouver la croissance, tout en la rendant plus durable. En outre, sur l'échiquier international, l'Europe devra conduire et soutenir les efforts de coopération au sein du G20.

1. La sortie de crise

Il est nécessaire de consolider la reprise économique initiée, en suivant de près son évolution, afin d'éviter qu'un retrait prématuré des

mesures de soutien au secteur financier et de stimulation de la demande ne la compromette.

Néanmoins, la présidence espagnole est également consciente de la nécessité du retrait de ces mesures dès que la situation économique le permettra. Ce retrait devra être effectué de manière coordonnée, structurée, transparente et progressive, en tenant compte des critères communs mais également de la situation macrofinancière de chaque pays.

Le retrait des incitations fiscales fera l'objet de toutes les attentions, étant donné que la crise a sensiblement endommagé la situation budgétaire de la majorité des États membres. L'application du pacte de stabilité et de croissance permettra la mise en marche de processus d'assainissement budgétaire nécessaires pour la viabilité sur le long terme des finances publiques de l'UE.

2. Pour une croissance durable et équilibrée : Europe 2020

Succédant à la stratégie de Lisbonne, la nouvelle stratégie pour la croissance et l'emploi, intitulée « Europe 2020 », sera l'instrument de coordination idéal pour structurer le nouveau modèle de croissance dont nous avons besoin.

La réflexion sur la nouvelle stratégie devra conduire à son adoption lors du Conseil européen du printemps 2010, en comptant sur le soutien de l'ensemble des institutions européennes ainsi que sur celui des partenaires sociaux.

Lors de l'élaboration de la nouvelle stratégie, les aspects relatifs à l'amélioration de sa gouvernance seront éminemment pris en compte, afin que cette stratégie fasse preuve d'une plus grande efficacité et soit pleinement assumée par les États membres. L'accent sera également porté sur la dimension extérieure de la stratégie, en définissant comme objectifs la lutte contre le protectionnisme et la conclusion des négociations de Doha.

La nouvelle stratégie fera la part belle à la viabilité du modèle économique européen sous trois volets :

2.1) *La viabilité économique* : l'Europe fait face à un monde global composé d'économies émergentes disposant d'importants avantages comparatifs au niveau des coûts. L'économie européenne doit fonder son avantage comparatif sur la compétitivité, l'innovation et la connaissance. La nouvelle stratégie donnera un élan renouvelé à l'investissement dans la recherche, le développement et l'innovation, et pour lequel le nouveau plan européen pour l'innovation s'avérera essentiel.

La présidence espagnole concentrera ses efforts sur la promotion de la R&D&i des entreprises et sur le développement technologique en augmentant la recherche fondamentale du secteur public et le partenariat public-privé. Le développement des secteurs technologiques émergents, la mise en place des technologies de l'information, ainsi que le développement de l'innovation dans les PME feront également l'objet de toutes les attentions.

page 11

2.2) *La viabilité sociale* : les effets de la crise se sont singulièrement fait sentir sur le marché du travail. La nouvelle stratégie doit accorder une attention toute particulière à l'emploi, en augmentant la participation, la formation et l'employabilité des travailleurs en vue de garantir l'inclusion sociale. Une force de travail adaptée aux nouvelles sources de croissance économique, participant pleinement à un marché de travail moderne, est la garantie du maintien du modèle social et des régimes de retraite en Europe. En outre, nous devons parvenir à une égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, en éliminant toute forme de discrimination.

En matière d'éducation et de formation, la présidence européenne encouragera une meilleure adaptation des capacités des travailleurs aux besoins du marché du travail. Elle veillera également à améliorer la qualité de l'éducation, à favoriser l'excellence dans les universités et la formation professionnelle.

Concernant la modernisation du marché du travail, il est nécessaire de progresser dans la voie de la flexibilité et de la sécurité de manière équilibrée, en contribuant ainsi à un fonctionnement plus efficace de celui-ci.

En outre, la présidence dynamisera l'Agenda social européen afin de renforcer le modèle social européen.

2.3) *la viabilité environnementale* : l'économie européenne doit se tourner définitivement vers un modèle économique faible en émissions afin de lutter contre le changement climatique et générer de nouvelles sources de croissance économique. Cette transition doit avoir pour objectifs fondamentaux la réduction des émissions de CO₂, l'utilisation d'énergies renouvelables et l'augmentation de l'efficacité énergétique.

La priorité maximum sera également accordée aux initiatives visant à conserver la biodiversité.

La viabilité environnementale aura un impact particulier sur la politique énergétique européenne et sur le plan d'action dans le domaine de l'énergie pour 2010-2014, qui sera adopté lors du Conseil européen du printemps.

De même, l'Europe devra disposer d'une stratégie coordonnée d'approvisionnement énergétique, en renforçant les infrastructures afin d'améliorer l'interconnexion des États membres et de diversifier les sources d'énergie.

3. La réforme de la surveillance du système financier

Le nouveau modèle économique, viable et équilibré requiert un système financier européen plus efficace. C'est pourquoi il est nécessaire d'accroître la qualité de sa régulation et de sa surveillance, ainsi que de progresser dans l'intégration du système financier. Dans cette perspective, en matière de surveillance financière la présidence espagnole assumera les quatre objectifs suivants :

3.1) L'adoption du nouveau cadre de surveillance financière européenne : le nouveau système, décidé lors du

page 12

Conseil européen de décembre 2009, sera composé du Comité européen du risque systémique (CERS) en charge de la surveillance des risques macrofinanciers ainsi que du Système européen de surveillance financière (SESF) responsable de la surveillance microfinancière des établissements individuels. La mise en œuvre de ces deux instruments prendra effet à la fin de l'année 2010, il reviendra donc à la présidence espagnole de développer les négociations avec le Parlement s'agissant de leur pleine introduction.

3.2) L'adoption des réformes législatives en cours, avec une attention toute particulière portée sur la réglementation applicable aux fonds de gestion alternatifs (hedge funds et organismes de capital-risque), sur l'amélioration de l'adéquation des fonds propres des

établissements de crédit ainsi que sur la réglementation de leurs politiques de rémunération, sans oublier la simplification du régime juridique des cahiers des charges des commandes publiques et l'autorisation de cotisation sur les marchés réglementés.

3.3) L'articulation d'une réponse conjointe européenne en matière de gestion de crise : la crise financière a fait ressortir le besoin de doter l'Europe d'instruments harmonisés pour faire face à de futures crises bancaires transfrontalières. La présidence espagnole entend développer de nouvelles mesures législatives en matière d'harmonisation et de coordination, dans les trois domaines suivants : l'intervention précoce ou préventive, l'intervention auprès d'établissements faisant face à des problèmes (et leur financement), ainsi que les questions de faillites provenant de la liquidation de banques transfrontalières.

3.4) Le lancement du plan d'action pour les services financiers présenté par la Commission pour la période comprise entre 2010 et 2015, qui détaille les priorités de la politique financière européenne ayant un impact sur le secteur et qui permettra une plus grande intégration et une meilleure surveillance du système financier européen.

page 13

III L'Europe, un acteur global, responsable et solidaire

1. Une nouvelle étape dans la politique extérieure, de sécurité et de coopération européenne

L'Europe ne peut en aucun cas laisser passer l'opportunité historique de jouer un rôle éminent dans la constitution du nouvel ordre international. Le Traité de Lisbonne offre les outils pour y parvenir : faire que l'Union renforce les relations avec ses voisins et partenaires stratégiques, consolide son leadership dans les instances internationales, assume ses responsabilités dans les zones de conflit et s'engage fermement dans la promotion de la paix, la défense des droits de l'Homme et l'éradication de la pauvreté.

Il s'agit de consolider l'unité d'action de l'Union, d'augmenter sa visibilité et de développer une authentique politique étrangère commune dotée d'objectifs ambitieux et d'interventions efficaces.

La présidence espagnole travaillera en étroite collaboration avec le président du Conseil européen et avec la Haute représentante pour les affaires étrangères et la politique de sécurité afin de tirer profit de l'ensemble des possibilités offertes par le nouveau Traité.

Divers moyens de communications en continu seront établis auprès des nouveaux responsables afin d'assurer une réponse plus rapide de l'UE face aux crises qui peuvent survenir sur toute zone de conflit potentielle.

La présidence espagnole s'efforcera tout particulièrement de soutenir le développement de la politique de sécurité et de défense commune et de parvenir à ce que l'UE soit renforcée dans son rôle de référence internationale en matière de gestion de crise. Dans la même optique, le travail sera poursuivi afin d'accroître les capacités civiles et militaires de l'Union avec une attention spéciale portée au renforcement de l'action de l'Agence européenne de défense.

Dans le domaine de la coopération au développement, la présidence espagnole défendra le respect de tous les engagements internationaux portant sur la lutte contre la faim et la pauvreté, le financement pour le développement et l'efficacité de l'aide. Elle travaillera vivement à l'adoption d'une position européenne ambitieuse en vue de la conférence des Nations Unies sur les Objectifs du millénaire pour le développement.

Au cours de sa présidence, l'Espagne contribuera également à renforcer la relation stratégique privilégiée entretenue par l'Union européenne et l'Afrique, à

page 14

partir de l'association renouvelée dont les bases ont été jetées lors du sommet de Lisbonne.

L'Union va continuer à contribuer, de manière croissante, au multilatéralisme actif et efficace dans la résolution des problèmes globaux, en particulier, à travers le renforcement du système des Nations Unies. Et la présidence espagnole plaidera tout particulièrement pour la consolidation du Conseil des droits de l'Homme et l'abolition de la peine de mort.

La présidence prendra également part à la lutte contre le changement climatique en accord avec la capacité de leadership global dont l'Union a fait preuve pour relever ce défi.

Plus concrètement, au cours de ce semestre, il nous revient de veiller à un développement extrêmement exigeant de l'accord qui sera obtenu lors de la Conférence des parties sur l'accord-cadre des Nations Unies sur le changement climatique à Copenhague.

En dernier lieu, la présidence espagnole favorisera la conclusion rapide des négociations commerciales se déroulant dans le cadre des négociations de Doha de l'OMC.

2. Une nouvelle dimension dans la relation avec les États-Unis et le Canada

Le dialogue entre l'UE et les États-Unis sera renforcé en vue de la consolidation d'un marché transatlantique mieux implanté et d'une coordination plus ambitieuse permettant d'apporter une réponse aussi bien aux principales questions internationales qu'aux problèmes et défis globaux et, plus spécialement, à la lutte contre le terrorisme.

C'est avec ces objectifs que nous ouvrirons une nouvelle étape dans l'approfondissement de la coopération entre l'UE et le Canada.

3. Un saut qualitatif dans les relations avec l'Amérique latine et les Caraïbes

La coopération entre l'UE et l'Amérique latine et les Caraïbes, des régions chaque fois plus présentes sur la scène internationale, devra être renforcée. La présidence espagnole souhaite que soit franchi un véritable saut qualitatif dans cette relation de coopération.

Concrètement, nous mettrons en lumière le nouveau caractère stratégique de la relation UE-Mexique et nous encouragerons les négociations d'accords avec l'Amérique centrale, les pays andins et Mercosur.

4. Des relations de voisinage fortes et équilibrées

La prospérité et la stabilité de l'Europe et celle de ses voisins sont étroitement liées.

L'Espagne mettra l'accent sur la défense du caractère unitaire de la

page 15

politique européenne de voisinage ainsi que sur l'avancée stable de sa dimension méditerranéenne et orientale.

Une attention spéciale sera accordée à l'application progressive du statut avancé avec le Maroc et au renforcement des relations avec Israël, la Tunisie, l'Égypte et la Jordanie. Tous les efforts pour parvenir à une solution globale dans le conflit israélo-arabe seront soutenus, sans laisser aucune place à la passivité.

La consolidation de la relation euro-méditerranéenne sera favorisée à travers le développement des grands projets de l'Union pour la Méditerranée et la mise en œuvre de ses structures institutionnelles.

La présidence veillera également à poursuivre la mise en œuvre du Partenariat oriental afin de faciliter le rapprochement progressif de ces six pays et de l'Union européenne.

De plus, nous inciterons au développement d'une relation stratégique avec la Russie fondée sur une vision franche et constructive de notre interdépendance commune. Dans ce cadre de coopération croissante, nous assurerons la continuité de l'application des feuilles de route pour les quatre espaces communs de l'Union et de la Russie.

5. L'élargissement de l'Union. L'élan européen dans les Balkans occidentaux

La présidence espagnole soutiendra avec détermination, la poursuite du processus d'élargissement de l'UE, conformément au consensus renouvelé défini par le Conseil européen de décembre 2006. Les négociations d'adhésion seront principalement intensifiées avec la Croatie en vue de leur aboutissement rapide, d'autre part, un rythme approprié sera maintenu dans les négociations menées avec la Turquie, et l'éventuelle demande d'adhésion de l'Islande sera examinée. Les perspectives d'intégration d'autres pays des Balkans occidentaux seront également à l'ordre du jour.

6. Le regard tourné vers l'Asie. Le renforcement de la coopération pour faire face à l'agenda global

Nous proposerons le renouvellement d'une relation toujours plus étroite entre l'UE et le Japon ainsi qu'une attention particulière à la coopération avec la Chine, l'Inde et l'ANASE. Nous avancerons dans notre relation avec le Pakistan et nous maintiendrons l'engagement ferme de l'Union envers la sécurité, le renforcement démocratique et le développement économique et social en Afghanistan.

page 16

IV Une Europe des droits et des libertés, une Europe pour les citoyens

Le renforcement de l'Union européenne dépend, en grande partie, du développement des droits et des libertés de ses citoyens. Rapprocher l'Union des citoyens, en encourageant la participation à la vie communautaire, constitue un objectif stratégique qui requiert la mise en marche de diverses initiatives.

1. Une Europe plus démocratique avec la participation des citoyens. LE DROIT D'INITIATIVE CITOYENNE

Grâce au droit d'initiative citoyenne, établi pour la première fois dans le Traité de Lisbonne, les citoyens des États membres pourront demander à la Commission de soumettre des propositions législatives sur des thèmes pour lesquels ils considèrent qu'une réglementation à échelle européenne doit être instaurée. La présidence européenne travaillera afin de rendre effectif cet instrument de démocratie directe dès que possible.

2. La charte des droits fondamentaux, une plus grande garantie pour les citoyens

Le Traité de Lisbonne reprend la charte des droits fondamentaux, établissant ainsi son caractère juridiquement contraignant. Cet instrument réaffirme les droits, libertés et principes reconnus dans l'Union qui, ainsi, les rend plus visibles et assure leur protection de manière plus efficace.

3. L'adhésion à la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales

L'Europe doit se trouver à l'avant-garde de la défense et de la promotion des droits de l'Homme. Conformément au mandat du Traité de Lisbonne, la présidence espagnole lancera le processus d'adhésion de l'Union européenne à la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales du Conseil de l'Europe.

Cette adhésion reflète l'engagement ferme de l'Union envers le respect des droits de l'Homme et représentera une garantie supplémentaire pour sa protection effective.

4. Le renforcement de la dimension sociale de l'Europe

Dans un contexte de crise économique qui met à l'épreuve la cohésion sociale et le niveau de bien-être atteints

[page 17]

par les sociétés européennes, l'Union doit représenter une véritable garantie de protection pour nos citoyens. Nous devons œuvrer pour renforcer l'aspect social du projet européen à travers la consultation des États membres, des partenaires sociaux et de la société civile. La communication que la Commission présentera pour le nouvel Agenda social européen couvrant une période comprise entre 2011 et 2015 viendra compléter le contenu de la stratégie « Europe 2020 », intégrant la protection, l'inclusion et l'intégration sociale comme pierre angulaire du dispositif.

5. La lutte contre la violence à caractère sexiste.

Améliorer la capacité de l'Europe à éradiquer la violence à caractère sexiste est primordial. La création d'un Observatoire européen pour l'élaboration d'un diagnostic commun concernant ce terrible problème, ainsi que l'adoption d'une ordonnance européenne de protection des victimes, seront deux initiatives essentielles encouragées par la présidence espagnole pour parvenir à des avancées concrètes en la matière.

6. L'Union européenne en tant qu'espace commun de liberté, de sécurité et de justice

Le programme de Stockholm, qui intensifie le développement de l'espace de liberté, sécurité et justice pour la période comprise entre 2010 et 2014, constitue un instrument indispensable afin que l'Europe puisse faire face de manière efficace aux menaces de nature transnationale telles la délinquance organisée, le trafic de drogues, le terrorisme ou la traite d'êtres humains.

Pour sa prise d'effet, la présidence espagnole prônera l'adoption du plan d'action correspondant dans lequel seront décrits aussi bien les priorités politiques de l'Union dans ce domaine que les mesures d'application et les instruments de contrôle de son exécution.

En outre, nous, membres de l'Union, nous devons convenir d'une stratégie européenne de sécurité intérieure, en favorisant la définition d'un modèle européen regroupant les principes directeurs et les lignes stratégiques de l'UE dans ce domaine.

7. Le développement d'une politique européenne d'immigration et d'asile

La présidence espagnole encouragera une politique commune d'immigration et d'asile, en développant les postulats de l'approche globale relative à l'immigration et au Pacte européen sur l'immigration et l'asile. Nous travaillerons pour que celui-ci atteignent ses objectifs : une immigration légale organisée, la lutte contre l'immigration illégale et la traite des êtres humains ainsi que le contrôle des frontières extérieures de l'Union, tout en intensifiant la coopération avec les pays d'origine et de transit. Dans ce contexte, une attention particulière sera portée aux mineurs non accompagnés.

Une fois l'intégration de ce thème au programme de Stockholm, l'Union pourra

[page 18]

commencer l'adoption des premières décisions dans ce domaine, qui devront prendre en compte la prévention, la protection et le retour des mineurs dans leur famille ou dans des institutions de tutelle de leur pays d'origine.

La présidence espagnole donnera également un élan aux politiques d'intégration des immigrés, fondées sur les valeurs de l'Union, l'éducation, le dialogue interculturel ainsi que sur l'accès et le développement de la diversité dans l'emploi.

[page 19]

Programme opérationnel des formations du Conseil

1. AFFAIRES GÉNÉRALES

Affaires institutionnelles / Traité de Lisbonne

Le Traité de Lisbonne dote l'Union d'un nouveau cadre institutionnel lui permettant de renforcer l'efficacité de ses politiques, de redoubler la cohérence et la visibilité de son action extérieure et d'accroître sa légitimité démocratique par le développement des droits des citoyens européens, et en faisant de ces derniers de véritables acteurs du processus de prise de décisions au sein de l'Union. La présidence espagnole s'efforcera d'assurer une transition organisée et rapide entre les dispositions du Traité de Nice et celui de Lisbonne et elle adoptera les mesures nécessaires afin de garantir que les prévisions de ce dernier s'appliquent entièrement.

À cette fin et dans la continuité du travail initié lors de la présidence suédoise en matière d'application du Traité de Lisbonne, la présidence espagnole accordera une priorité particulière aux mesures suivantes :

Le lancement du Service européen pour l'action extérieure

La création d'un Service européen pour l'action extérieure est l'une des principales nouveautés institutionnelles du Traité de Lisbonne.

Sur la base des travaux de préparation se trouvant dans le rapport de la présidence suédoise au Conseil européen d'octobre, il incombera à la présidence espagnole de collaborer avec la Haute représentante afin de parvenir à l'objectif fixé par le Conseil européen, soit l'adoption des normes juridiques nécessaires pour l'instauration du Service européen pour l'action extérieure avant la fin avril 2010 et sa rapide mise en œuvre. La réalisation dudit objectif requerra également le maintien d'une étroite collaboration avec la Commission et le Parlement européen qui sera ouvertement soutenue par l'Espagne.

Le droit d'initiative citoyenne

Le droit d'initiative citoyenne prévu dans le Traité de Lisbonne est un instrument fondamental pour donner la parole aux citoyens concernant les affaires de l'Union. Il consiste à donner la possibilité aux citoyens européens, s'ils sont au minimum un million et qu'ils proviennent d'un nombre significatif d'États, d'inviter la Commission à formuler une proposition législative sur des thèmes pour lesquels ils considèrent qu'une réglementation à l'échelle européenne doit être instaurée.

[page 20]

La présidence espagnole souhaite que cet instrument de démocratie directe devienne une réalité au service des citoyens, dans les délais les plus brefs. Pour cela, elle encouragera lors de son semestre l'adoption par le Parlement européen et le Conseil d'un règlement dans lequel figureront les conditions et les procédures pour mener cette initiative. Dans cette perspective, elle convoquera la Commission pour que celle-ci présente sans délai la proposition correspondante.

L'adhésion de l'Union à la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales

Le Traité de Lisbonne confère à l'Union le mandat d'adhérer à la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales conclue dans le cadre du Conseil de l'Europe.

Cette adhésion, qui vient compléter l'adoption de la charte des droits fondamentaux, représentera une garantie supplémentaire de protection effective des droits fondamentaux des citoyens européens et reflète l'engagement ferme de l'Union vis à vis des droits de l'Homme.

Se basant sur la proposition que présentera la Commission, la présidence espagnole commencera sans plus attendre ce processus d'adhésion et encouragera les négociations afin de parvenir à des formules consensuelles qui respectent les spécificités communautaires et les sensibilités de tous les États.

L'augmentation du nombre de sièges au Parlement européen

La pleine application du Traité de Lisbonne implique l'adaptation provisoire de la composition du Parlement européen. Elle doit en effet refléter la répartition équitable des sièges convenue lors de la négociation du Traité, conformément au principe de proportionnalité dégressive. L'Espagne a pris l'initiative de mettre en marche les procédures impératives à cette fin et convoquera lors de sa présidence la nécessaire conférence intergouvernementale en vue de faire de ladite adoption une réalité avant la fin 2010.

La clause de solidarité

Le Traité de Lisbonne propose la base juridique pour que les États membres et l'Union agissent de manière solidaire, en se prêtant une assistance mutuelle en cas d'attaque terroriste, de catastrophe naturelle ou d'origine humaine parvenues à l'intérieur des frontières de l'Union. Il s'agit d'un instrument visant à renforcer la protection des citoyens européens.

Nous soutiendrons la présentation de la proposition conjointe nécessaire de la Haute représentante et de la Commission afin que cette clause puisse être appliquée de manière efficace lorsque les circonstances le requièrent.
Programme opérationnel des formations du Conseil

page 21

L'assistance consulaire pour la protection du citoyen européen

La présidence est consciente de la nécessité d'introduire des mécanismes qui conduisent à la coordination dans des situations de crise se déroulant en dehors du territoire de l'Union et de travailler pour faciliter un Accord concernant des fondements minimums d'assistance consulaire pour les citoyens des États membres en dehors du territoire de l'UE. Elle est également consciente du besoin de progresser dans l'assistance consulaire apportée aux citoyens européens au sein même de l'UE.

Sans vouloir être exhaustif, parmi les autres initiatives issues de l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne sur lesquelles la présidence espagnole travaillera, il convient de citer les actes délégués et les actes d'exécution, le comité consultatif pour la désignation des membres de la Cour de justice de l'UE et du Tribunal.

Europe 2020

L'adoption de la nouvelle stratégie de croissance et d'emploi, « Europe 2020 », constitue un objectif essentiel de la présidence espagnole. Il s'agit de doter l'Union d'un instrument efficace afin de développer et de coordonner des politiques de modernisation qui facilitent la transition vers une économie plus durable du point de vue économique, environnemental et social. Mais la nouvelle stratégie devra également stimuler l'accélération de la relance et la sortie de crise pour les économies européennes. À cet effet, les apports du groupe de réflexion présidé par M. Felipe González seront pris en compte.

La révision des politiques et du budget

La Commission européenne devra présenter un rapport relatif à l'éventuelle révision des politiques de dépense et des ressources du budget de l'Union européenne afin que le Conseil y consacre des orientations en 2010. La présidence espagnole tiendra compte des travaux issus dudit rapport, à partir du moment où celui-ci sera présenté par la Commission, au cours du premier semestre de 2010.

L'avenir de la politique de cohésion

Dans le débat relatif à l'avenir de la politique de cohésion, le rapport stratégique de la Commission européenne servira de point de départ puis l'insertion de la cohésion territoriale sera recherchée. La présidence espagnole encouragera également la politique de

développement des régions européennes insulaires. Les mécanismes de coopération institutionnelle seront révisés afin de répondre aux défis posés par le Traité de Lisbonne.

Les régions ultrapériphériques

Nous veillerons à l'application des recommandations de la Commission contenue dans sa communication intitulée « Les régions ultrapériphériques : un atout pour l'Europe ». Nous considérons également nécessaire le développement et l'application d'une stratégie communautaire renouvelée au profit de ces régions, c'est pourquoi l'adoption de mesures par la Commission rendant effective ladite stratégie sera encouragée

[page 22]

dans le cadre des prochaines perspectives financières.

La stratégie d'élargissement

L'intensification des négociations d'adhésion avec la Croatie et leur éventuelle conclusion, dès que les conditions le permettront, figurera au nombre des priorités de la présidence espagnole. En outre, afin de maintenir un rythme approprié dans les négociations d'adhésion avec la Turquie, l'avancée des réformes dans ce pays seront stimulées et soutenues, en veillant à l'ouverture immédiate des divers chapitres dès que les critères techniques seront remplis. Si les négociations d'adhésion avec l'ARYM sont lancées, la présidence espagnole en assurera le rythme durable et stable.

De la même manière, si le Conseil décide d'initier les négociations d'adhésion avec l'Islande, la présidence en assurera le développement conformément aux mécanismes et procédures établis.

Nous continuerons à œuvrer en faveur de la stabilisation et consolidation de la perspective européenne de la région des Balkans occidentaux, en utilisant pour ce faire tous les instruments à dispositions, le processus de stabilisation et d'association restant l'outil le plus important à cet égard. Dans ce contexte, le suivi des processus d'intégration de l'Albanie, du Monténégro, de la Serbie et de la Bosnie-Herzégovine sera soutenu. En raison du dixième anniversaire du Sommet de Zagreb, la tenue d'une réunion ministérielle sera proposée afin de faire un bilan des progrès réalisés dans le processus de stabilisation et d'association et de développer la perspective européenne de la région.

4. AFFAIRES ÉTRANGÈRES

La Haute représentante pour les affaires étrangères et la politique de sécurité conduira la politique de l'Union dans ce domaine et présidera le Conseil des affaires étrangères. La présidence espagnole lui apportera tout son soutien dans le développement de ses fonctions, en encourageant la rapide mise en œuvre du Service européen pour l'action extérieure et en contribuant activement à une transition sans heurts et organisée vers le nouveau modèle d'action extérieure de l'Union.

La politique extérieure et de sécurité commune

Dans le domaine de la coopération multilatérale, l'Union continuera à soutenir le processus de réforme des Nations unies. En ce sens, il est prioritaire d'améliorer la cohérence du système des Nations Unies et de pouvoir compter sur un système institutionnel efficace, solide et disposant de ressources suffisantes. L'UE maintiendra son engagement envers le développement des trois piliers de l'Organisation, à savoir la paix et la sécurité, le développement durable et les droits de l'Homme. Elle tâchera, en outre, d'avancer dans la promotion du dialogue interculturel et entre les civilisations à travers le développement de l'initiative intitulée Alliance des civilisations.

[pagina 23]

La protection et la promotion des droits de l'Homme et leur intégration dans tout le système des Nations Unies sont prioritaires pour l'Union européenne. Dans cet objectif, deux questions revêtiront une importance particulière pour nous : la consolidation du Conseil des droits de l'Homme et les progrès réalisés en vue de l'abolition de la peine de mort. D'autres thèmes prioritaires seront la lutte contre la discrimination de la femme et la violence à caractère sexiste, la lutte contre la torture, la défense du droit à l'eau potable et à l'assainissement, la lutte contre la discrimination en raison de l'orientation sexuelle et la protection des droits de l'enfant et des personnes handicapées.

L'« association stratégique » avec l'Amérique latine et les Caraïbes sera promue. Le VI^e Sommet UE-ALC, ainsi que les sommets parallèles sous-régionaux UE-Amérique centrale, UE-Mercosur, UE-Cariforum et UE-Chili, permettront une avancée qualitative dans la relation bi-régionale afin de relever ensemble les défis de l'agenda mondial (crise économique et financière, changement climatique, lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale).

Nous aspirons à conclure les négociations de l'accord d'association entre l'Union européenne et le Système d'intégration centroaméricain, ainsi que l'accord commercial multipartite avec plusieurs pays de la Communauté andine. Nous travaillerons également dans le but de revitaliser l'avancée des négociations visant à un accord d'association UE-MERCOSUR.

Lors du Sommet UE-ALC sera approuvé le Plan d'action qui fixe les objectifs fondamentaux de la coopération bi-régionale, une nouvelle facilité financière pour l'Amérique latine et les Caraïbes sera constituée, un programme de travail qui déterminera les priorités du dialogue politique sera adopté, et la mise en place d'une Fondation UE-ALC sera encouragée afin qu'elle puisse démarrer ses activités à partir de 2010.

Une attention particulière sera portée à la mise en œuvre et au développement des mécanismes de dialogue politique découlant de l'octroi au Mexique et au Brésil du statut de « partenaires stratégiques de l'Union européenne ». Le premier Sommet UE-Mexique, qui aura lieu en Espagne, reflètera le nouveau caractère stratégique que le Mexique revêt aux yeux de l'Union européenne.

Un effort particulier pour renforcer le Dialogue transatlantique sera effectué.

Dans un tel but, une approche pragmatique a été adoptée dans la préparation du Sommet UE-États-Unis au cours duquel seront abordés la stratégie de récupération de la crise économique et financière, le changement climatique, la sécurité énergétique, la coopération dans les affaires de justice et intérieures, la politique de développement ainsi que d'autres questions de politique extérieure commune, telles que le processus de paix au Proche-Orient, en Iran ou en Afghanistan-Pakistan. L'adoption d'une déclaration conjointe relative à la lutte contre le terrorisme sera proposée dans le but de renforcer la coopération opérationnelle, en nous fondant sur notre engagement commun.

En ce qui concerne les relations UE-Canada, un Sommet bilatéral sera organisé lors duquel seront passés en revue les progrès réali-

page 24

sés dans la négociation du nouvel accord économique et commercial élargi.

Nous souhaitons réaliser des progrès significatifs au cours de ce semestre pour renforcer les relations entre l'Union européenne et la Russie. Nous chercherons à progresser dans la coopération en matière énergétique, dans les négociations du nouvel accord post-APC, dans la facilitation de la mobilité et dans les affaires globales, ainsi qu'à encourager la participation de la Russie dans les programmes du Partenariat oriental, dans le cadre de la Politique européenne de voisinage.

La présidence espagnole travaillera pour un développement équilibré des versants, oriental et euro-méditerranéen, de la Politique européenne de voisinage (PEV). Il sera procédé au renouvellement des Plans d'action de voisinage qui arriveront à leur fin, ainsi qu'à la distribution des fonds de l'instrument européen de voisinage et de partenariat pour la période 2011-2013.

En ce qui concerne le versant oriental de la PEV, une attention particulière sera portée aux processus ouverts au sein du Partenariat oriental pour renforcer les relations de l'Union européenne avec ses six voisins de l'Est, aussi bien par la voie bilatérale que par la voie multilatérale, en donnant une priorité spéciale, dans ce dernier cas, à la bonne préparation du troisième tour des plates-formes thématiques. L'Ukraine fera l'objet d'une attention particulière.

Dans le versant Sud de la PEV, une importance spéciale sera donnée au Maghreb, avec la tenue en Espagne du premier Sommet UE-Maroc et le développement de son « statut avancé », l'impulsion aux négociations d'un accord-cadre UE-Libye et l'upgrading des Accords d'association avec Israël, la Tunisie, l'Égypte et la Jordanie. Dans le cas de l'Algérie, les relations s'intensifieront dans une série de domaines prioritaires, parmi lesquels se trouve notamment le développement du partenariat énergétique. Seront également développées les relations, dans la mesure permise par les circonstances, avec les autres partenaires du voisinage Sud.

En relation avec l'Union pour la Méditerranée, aura lieu le second Sommet des chefs d'État et de gouvernement, qui abordera les thèmes les plus importants figurant à l'ordre du jour mondial (crise économique, changement climatique, énergie, sécurité alimentaire, etc.) du point de vue méditerranéen. De plus, il convient de revitaliser le Projet de zone de libre-échange euro-méditerranéenne et d'évaluer l'état de mise en œuvre des six grands projets UpM approuvés lors du Sommet de Paris (plan solaire ; développement d'entreprises ; autoroutes maritimes et autoroutes terrestres ; décontamination ; protection civile ; et enseignement supérieur, recherche, université euro-méditerranéenne). Un programme de travail biennal qui offrira une continuité aux quatre dimensions du partenariat devra aussi être adopté. Enfin, le sommet doit consolider la structure institutionnelle UpM, en assurant la mise en place définitive de son secrétariat.

En ce qui concerne la région du Proche-Orient, l'Union européenne continuera à soutenir, spécialement au sein du Quartet, les efforts pour la re-

prise des négociations de paix entre Israéliens et Palestiniens dans le but de trouver une solution globale, juste et durable au conflit. En ce qui concerne l'Iran, les efforts visant à trouver une solution au dossier nucléaire seront renforcés dans tous les forums, sur la base de la stratégie de la « double voie ». Le soutien à la négociation de l'accord de libre-échange entre l'Union européenne et le Conseil de coopération du Golfe sera maintenu, et, dans le même temps, le dialogue politique et la coopération avec tous ses membres continueront à être développés, de même qu'avec l'Iraq.

Quant aux pays ACP, un Conseil conjoint UE-ACP aura également lieu. Celui-ci visera à mener à bien la seconde révision de la Convention de Cotonou et l'examen du X FED pour l'exécution postérieure des mesures adoptées.

En ce qui concerne l'Afrique, l'application de la Stratégie conjointe Union européenne-Afrique sera encouragée et les mécanismes de dialogue et de coopération entre l'Union européenne et l'Union africaine et les organismes régionaux africains (CEDEAO, SADC, CEMAC-CEEAC, IGAD) seront renforcés.

La diplomatie préventive, le renforcement institutionnel et la gestion de crise seront renforcés grâce à des instruments efficaces pour consolider la paix et la sécurité en Afrique ; un processus de réflexion sera initié au sein de l'Union européenne sur la situation dans le Golfe de Guinée, et l'on contribuera à la promotion de la démocratie et de l'État de droit en encourageant la présence de missions de l'Union européenne pour la supervision et l'observation des processus électoraux dans la région, lorsque les circonstances le permettront.

De même, une attention particulière sera portée à l'Afrique occidentale et au Sahel face aux effets déstabilisateurs potentiels découlant des menaces terroristes, du trafic de stupéfiants et d'autres trafics illicites.

Les autres thèmes qui seront traités porteront sur le développement de l'Association stratégique UE-Afrique du sud, de l'Association spéciale UE-Cap Vert et la Corne d'Afrique et, plus particulièrement, au processus de stabilisation en Somalie. Ainsi, l'évolution de la situation dans la région des grands lacs africains sera suivie avec attention.

La présidence espagnole encouragera le dialogue politique visé à l'article 8 de l'accord de Cotonou, renforcera le rôle de la société civile et promouvra le respect des droits de l'Homme, l'égalité des sexes, et la prise de pouvoir de la femme dans la cadre du processus « Espagne-Afrique, des femmes pour un monde meilleur », dont la V^e rencontre aura lieu à Valence en mars 2010.

Nous travaillerons dans le but de consolider les relations de l'Union européenne avec l'Asie, aussi bien dans leurs diverses dimensions bilatérales que dans leur dimension régionale (ASEM, ANASE). Les bases d'une relation de plus en plus étroite entre l'Union européenne et le Japon seront renouvelées. Le XIX^e Sommet UE-Japon, qui aura lieu à Tokyo, contribuera à renforcer la coopération dans les domaines clé figurant à l'ordre du jour mondial et encouragera les travaux d'actualisa-

tion du cadre institutionnel entre l'Union européenne et le Japon (Plan d'action UE-Japon) qui prendra fin en 2011. Les niveaux élevés de coopération qui existent déjà avec la Chine, l'Inde et les pays de l'ANASE, avec lesquels sera organisée une réunion ministérielle à Madrid, se verront encore renforcés.

Quant à l'Afghanistan et au Pakistan, la présidence espagnole soutiendra l'établissement du Plan d'action renforcée de l'Union européenne en Afghanistan et au Pakistan, et encouragera les avancées dans l'approfondissement des relations avec le Pakistan à l'occasion du Sommet UE-Pakistan.

En ce qui concerne l'Asie centrale, la stratégie de l'Union européenne pour cette région continuera à être développée.

Politique commune de sécurité et de défense

La Stratégie européenne de sécurité, mise à jour par le Conseil européen de décembre 2008 sous la présidence française, continuera à orienter l'action extérieure de l'Union européenne. L'engagement de l'Union européenne envers le multilatéralisme efficace, centré sur les Nations Unies et fondé sur la légalité internationale, constitue un axe central de cette stratégie.

En matière de politique commune de sécurité et de défense (PCSD), la présidence espagnole travaillera dans le but de franchir un pas important à niveau qualitatif en matière de capacités civiles et militaires de l'Union, en promouvant une utilisation plus efficace et souple des groupes de combat, en consolidant l'association stratégique entre l'Union européenne et l'OTAN, et en développant le travail de l'Agence européenne de défense. Les efforts visant à améliorer la coordination civile et militaire seront maintenus et veilleront à ce que l'Union européenne soit en conditions de contribuer, par des opérations de gestion de crise, à la prévention, la

stabilisation et la résolution de conflits. Nous tenterons de renforcer la coopération dans ce domaine avec les Nations Unies, ainsi qu'avec des organisations à caractère régional, telles que l'OSCE et l'Union africaine, et nous travaillerons dans le sens d'une augmentation de la coopération dans le domaine PCSD avec les membres de l'UpM.

Dans le domaine de la non-prolifération et du désarmement, la position de l'Union européenne sera coordonnée dans le cadre de la préparation et la conduite des travaux de la Conférence d'examen du TNP. Dans le domaine du désarmement conventionnel, une attention particulière sera portée à l'avancée des débats pour un futur traité international sur la régulation du commerce des armes.

Quant à la lutte contre le terrorisme, le programme fixé par la Stratégie de l'Union européenne contre le terrorisme sera maintenu, ainsi que la Stratégie de l'Union européenne pour la lutte contre la radicalisation et le recrutement, en particulier en relation avec l'utilisation d'Internet à des fins terroristes et de radicalisation. De même, le débat sur la protection et le développement des droits de l'Homme sera encouragé, avec une référence spéciale aux victimes.

Politique commerciale commune

Sous la présidence espagnole, le rôle qui revient à la politique commerciale en tant qu'instrument

[page 27]

de sortie de la crise économique sera consolidé, avec la présentation, à l'initiative de la Commission européenne, d'une nouvelle stratégie dans ce domaine, et en renforçant les aspects externes de la compétitivité dans la stratégie pour la croissance et l'emploi, « Europe 2020 ».

Quant aux négociations commerciales, la dimension multilatérale continuera à en constituer un axe fondamental. Nous ne renoncerons pas à voir aboutir les négociations du Cycle de Doha de l'OMC, et à ce que cela soit réalisé grâce à un accord global, ambitieux et équilibré, qui prenne en compte les engagements du G20. Parallèlement, les négociations relatives à l'adhésion de nouveaux pays à l'OMC, tels que la Russie, la Libye, la Bosnie-Herzégovine et le Monténégro seront encouragées. Elles permettront, le cas échéant, d'aborder de manière plus solide l'approfondissement des relations commerciales bilatérales au moyen d'accords de libre-échange.

Dans sa dimension régionale, le programme de la politique commerciale compte également d'ambitieux projets d'accords. Au cours du semestre espagnol, nous espérons stimuler les négociations de l'accord d'association UE-Mercosur ; finaliser l'accord multipartite avec la Colombie et le Pérou, et peut-être également avec l'Équateur ; ainsi que l'accord avec l'Amérique centrale. Dans le cadre de l'Union pour la Méditerranée, nous dynamiserons les négociations restées en suspens afin d'approfondir les relations économiques et commerciales. De même, un effort sera fait pour que les négociations commerciales avec le Conseil de coopération du Golfe soient conclues. Avec l'Asie, les processus de dialogue seront renforcés en ce qui concerne les accords de libre-échange avec les pays de l'ANASE.

Dans le cadre bilatéral, des progrès seront réalisés vers la négociation d'un accord d'association stratégique avec l'Inde et le resserrement des relations avec la Chine sera encouragé ainsi qu'une plus grande coopération réglementaire avec le Japon. Avec la Russie, des initiatives pourront être lancées en vue d'un accord de libre-échange, une fois ratifiée son adhésion à l'OMC. Nous ferons également en sorte d'achever les négociations de l'accord de libre-échange avec l'Ukraine. En ce qui concerne les relations transatlantiques, les objectifs prioritaires seront de resserrer les relations économiques avec les États-Unis, en renforçant le Conseil économique transatlantique, et d'avancer résolument dans les négociations de l'accord économique et commercial intégré avec le Canada.

La Stratégie d'accès aux marchés sera renforcée et développée, et nous travaillerons à l'ouverture des marchés des commandes publiques, au respect effectif des droits de la propriété intellectuelle et industrielle, et à la conclusion de l'accord commercial anti-contrefaçon.

L'Espagne jouera un rôle spécialement actif dans les négociations du groupe sur les crédits à l'exportation de l'OCDE et du groupe de participants au consensus de l'OCDE.

Quant aux relations commerciales avec les pays ACP, nous continuerons à encoura-

[page 28]

ger activement la conclusion d'accords d'association économique à niveau régional. De même, les initiatives et les engagements de l'Union européenne seront stimulés dans le cadre de la stratégie commune sur l'aide au commerce.

Coopération pour le développement et l'aide humanitaire

Pour l'Espagne, la coopération pour le développement représente un effort essentiel et incontournable dans la situation actuelle de crise, conviction qu'elle transmettra à tous les forums dans lesquels se discutera la réforme de l'architecture économique et financière internationale. Dans ce domaine, la présidence espagnole défendra le respect des engagements internationaux en relation avec la lutte contre la faim et la pauvreté, l'efficacité de l'aide et du financement au développement, dans la ligne des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) et des accords passés lors des conférences d'Accra sur l'efficacité de l'aide et de Doha, sur le financement.

Un travail intense devra être effectué au niveau de la contribution européenne à la Conférence des Nations Unies relative aux OMD. Dans ce sens, l'élaboration, la diffusion et l'application du Plan d'action pour l'égalité des sexes dans les politiques de développement de l'Union européenne seront soutenues ; des progrès seront réalisés dans l'établissement d'un nouveau cadre européen de sécurité alimentaire ; et le travail de la Commission sur la santé globale sera encouragé pour fournir un accès universel aux systèmes publics de santé. En matière d'efficacité de l'aide, une tenue des comptes transparente et une division efficace du travail entre les donateurs européens seront promues, conformément au code de conduite sur la division du travail. De même, notre volonté est de stimuler le travail européen conjoint, afin de limiter l'impact négatif de l'évasion fiscale dans les pays en développement. L'application pratique du Consensus européen pour le développement sera encouragée, l'objectif d'augmenter le pourcentage de l'aide officielle au développement à 0,56 pour cent du PNB au cours de l'année 2010 sera poursuivi, dans la ligne des engagements de financement au développement.

La présidence espagnole travaillera dans le but de renforcer et d'améliorer la coordination de l'aide humanitaire, d'affronter les défis d'accès aux personnes touchées par la crise et leur protection, et, en général, pour préserver l'espace humanitaire. Elle soutiendra les efforts visant au respect et à l'application du droit international humanitaire et portera une attention particulière aux aspects qualitatifs de l'aide et du soutien aux acteurs de la société civile qui participeront à ces politiques. Dans la cadre de la sécurité alimentaire en situations de crise, le travail visant à l'adoption d'une approche ample fondée sur l'assistance dans le cadre du processus de révision de la Convention relative à l'aide alimentaire, ainsi qu'à la diminution de la malnutrition infantile aiguë continuera.

3. CONSEIL POUR LES AFFAIRES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

La consolidation de la reprise économique et fixer les bases d'un modèle de croissance plus dura-

page 29

ble sont deux des principaux défis que devra relever l'Union européenne en 2010.

La présidence espagnole continuera à travailler en faveur du développement des stratégies de sortie de crise, aussi bien dans le domaine fiscal que financier, en appliquant les critères adoptés par le Conseil. Ainsi, dans le domaine fiscal, le retrait des mesures extraordinaires se fera de façon coordonnée dans le cadre du Pacte de stabilité et de croissance, avec des calendriers adaptés aux circonstances de chaque État membre. Dans le domaine financier, les mesures extraordinaires seront réitérées de façon coordonnée lorsque les circonstances nationales l'exigeront. Le Conseil européen de juin 2010 sera informé des progrès effectués.

La crise économique et financière a mis en évidence les faiblesses du modèle de croissance actuel et le besoin d'obtenir une croissance plus durable et qui permettra de relever les défis auxquels fait face l'Union européenne. La nouvelle Stratégie pour la croissance et l'emploi, « Europe 2020 », jouera un rôle fondamental dans ce but. Son adoption est une des grandes priorités de la politique économique de la présidence espagnole.

En plus des réformes structurelles, l'amélioration de la régulation et de la supervision du secteur financier est l'un des axes clés de l'action pour sortir de la crise.

Une attention particulière sera portée aux mesures visant la réforme du marché financier européen, y compris la possible préparation d'un nouveau Plan d'action de services financiers 2010-2015 dans un objectif à plus long terme d'intégration des marchés financiers.

Ainsi, la présidence espagnole travaillera de concert avec le Parlement européen pour mettre en place, le plus tôt possible en 2010, le nouveau cadre financier de surveillance, sur lequel le Conseil est arrivé à un accord en décembre 2009.

Nous concentrerons également nos efforts sur la négociation de la directive d'adéquation des fonds propres et nous stimulerons l'accord au sein du Conseil pour faire des progrès dans la négociation de la directive sur les fonds d'investissement alternatif. De plus, priorité sera donnée aux progrès dans les mesures visant à la gestion de crise dans des organismes financiers. Les travaux en cours relatifs aux Fonds de garantie des dépôts seront traités de manière préférentielle.

Parmi les actions d'intérêt dans le domaine financier que la présidence espagnole souhaite développer, il convient de souligner : la réforme de la directive sur les abus de marché pour améliorer le régime de communication d'informations importantes, la modernisation du régime applicable au prospectus sur les offres publiques et l'admission de cotisation sur des marchés réglementés, l'amélioration des systèmes d'indemnisation des investisseurs, la régulation de la commercialisation de certains produits financiers qui ne sont pas couverts par les directives sectorielles, tels que les « produits d'investissement de détail », et l'amélioration

page 30

des déficiences détectées lors de la récente crise sur les marchés des instruments financiers dérivés. De plus, une révision de la directive sur les conglomerats financiers et des avancées sur le marché intérieur de services financiers de détail sont prévues.

En outre, l'application de la révision de la Stratégie du marché intérieur, de l'amélioration de la régulation, et la directive « Services » sera supervisée. Le dialogue macroéconomique et le renfort des cadres budgétaires nationaux sont des questions d'une importance accrue en cette période de crise, qui recevront également l'attention qu'elles méritent.

Les travaux d'évaluation périodique des processus de convergence des États membres n'appartenant pas à la monnaie unique, non sujets à exception, et les progrès réalisés dans le respect des conditions nécessaires à l'adoption de l'euro seront poursuivis.

Une grande partie de la négociation des mandats externes de la BEI sera conclue. Le Mandat ALA (Amérique latine et Asie) et la Facilité euro-méditerranéenne d'investissement et de partenariat (FEMIP) revêtent un caractère prioritaire particulier pour la présidence espagnole.

En matière de politique budgétaire, la présidence espagnole amorcera la révision triennale du règlement financier qui permettra également d'incorporer les nouveautés du traité de Lisbonne en matière budgétaire, et la négociation du règlement fixant le cadre financier pluriannuel prévu dans le traité de Lisbonne, après présentation de la proposition de la Commission.

Dans le domaine de la fiscalité directe, les priorités sont l'amélioration des mécanismes d'échange d'informations fiscales et de la coopération administrative, c'est-à-dire, la directive sur la fiscalité de l'épargne, la directive sur la coopération administrative et la directive concernant l'assistance mutuelle en matière de recouvrement. Dans le domaine de la fiscalité indirecte, les priorités consistent principalement en la lutte contre la fraude intracommunautaire, la réduction des frais administratifs, la nouvelle proposition de directive sur les règles de facturation électronique en matière de TVA et les propositions de directives qui poursuivent un objectif d'efficacité énergétique, comme la révision de la directive sur la fiscalité de l'énergie. De la même façon, la coopération administrative en matière d'accises sera encouragée, en développant la mise en place de l'EMCS (*Excise Movement Control System*). Enfin, la possibilité de décentralisation dans l'imposition indirecte fera l'objet d'une étude.

Finalement, les statistiques officielles économiques continueront à être développées. De plus, l'application du Code de bonnes pratiques et l'amélioration de la qualité, fiabilité, transparence et de l'efficacité des processus et des produits statistiques seront facilitées.

4. JUSTICE ET AFFAIRES INTÉRIEURES

Questions générales et domaines d'action commune

Avec l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne, il incombera à la présidence espagnole d'initier le processus de

page 31

modification et de substitution des actes relatifs à la coopération policière et judiciaire en matière pénale qui pourraient subir des transformations conformément aux nouveaux traités, ainsi que de mettre en pratique les prévisions à caractère institutionnel, en particulier le Comité de sécurité intérieure (COSI).

La présidence espagnole commencera à appliquer le programme pluriannuel (2010-2014) pour le développement de l'espace de liberté, de sécurité et de justice (ELSJ), du programme de Stockholm, et pilotera l'adoption de son plan d'action, qui concrétisera les priorités politiques, les actions à développer, aussi bien pour l'Union européenne que pour les États membres, les instruments de contrôle et d'évaluation de leur exécution ainsi que le calendrier pour leur adoption. Dans ce cadre, notre présidence stimulera la définition d'une stratégie européenne de sécurité intérieure durable qui apportera cohérence et efficacité aux distincts mécanismes et acteurs qui agiront dans ce domaine et qui soit proche des citoyens.

La dimension extérieure de l'Union en matière de justice et d'affaires intérieures doit être renforcée en encourageant la coopération internationale dans les domaines de l'immigration, la lutte contre le terrorisme et le crime organisé, contre la traite des êtres

humains, la coopération judiciaire et le renforcement et la protection des droits fondamentaux. En particulier, il s'agira de renforcer la coopération transatlantique avec les États-Unis dans le domaine de l'ELSJ. De plus, un effort spécial sera réalisé dans le but d'approfondir le dialogue avec les pays du Nord de l'Afrique, de l'Amérique latine et les Caraïbes et la Russie, en encourageant la coopération en matière de lutte contre le terrorisme, contre la délinquance organisée et, en particulier, contre le trafic de drogues.

La présidence espagnole développera également la stratégie pour la coopération douanière dans le domaine de l'ELSJ, ainsi que le Plan pour son développement.

Intérieur

La présidence encouragera la coopération policière opérationnelle et directe, en établissant un cadre souple qui permette la réalisation d'opérations conjointes, au moyen de la création d'« équipes conjointes de coopération » et promouvra l'adoption d'un programme de mobilité, suivant le modèle Erasmus, entre les élèves des centres de formation policière des États membres.

Nous travaillerons dans le but de faciliter l'échange d'information technico-balistique entre les services policiers des États membres et le développement d'un système d'alerte transfrontalière en relation avec la disparition de mineurs et de personnes représentant un risque spécial.

Nous veillerons à ce qu'Europol surmonte de façon satisfaisante l'étape de transition qui conduira à la mise en marche, pendant le premier semestre 2010, de l'Office européen de Police en tant qu'agence européenne, en renforçant son rôle de soutien opérationnel aux

page 32

service des États membres chargés de faire respecter la loi.

Dans le domaine de la lutte contre le terrorisme, les relations entre les centres de coordination antiterroriste des États membres s'intensifieront et l'application adéquate et la mise à jour des stratégies et des plans d'action de l'Union européenne dans ce domaine seront assurées, en particulier en ce qui concerne la sécurité des explosifs, l'utilisation d'Internet à des fins terroristes et le phénomène de la radicalisation. En matière de lutte contre le crime organisé, un accent particulier sera mis sur la cyberdélinquance, le blanchiment de capitaux et la récupération d'actifs.

La présidence espagnole encouragera le renforcement de la coopération en matière de prévention de la délinquance. De plus, elle accordera une attention particulière aux victimes de la violence à caractère sexiste.

En matière de protection civile, la présidence espagnole travaillera à l'amélioration de la capacité de réponse de l'Union européenne face aux crises et catastrophes d'origine naturelle et humaine, spécialement en matière de prévention et d'extinction des incendies de forêts. Dans ce but, l'amélioration des moyens humains et des matériels ainsi que la réponse conjointe face aux risques NRBC seront promues. Le programme européen de protection d'infrastructures critiques sera également développé et une attention spéciale sera portée au renforcement de l'assistance mutuelle européenne et à la mise en place des modules de protection civile.

Immigration et asile

La présidence espagnole renforcera la politique européenne dans ce domaine en développant les postulats du Pacte européen sur l'immigration et l'asile (PEIA) et de l'approche globale des migrations, ainsi que du Programme de Stockholm. La première évaluation annuelle du PEIA aura lieu lors du Conseil JAI de juin 2010, qui approuvera les éventuelles recommandations visant à améliorer son application et informera le Conseil européen.

Les efforts porteront sur le renforcement des politiques d'intégration des immigrants, avec la tenue de la IV^e réunion des ministres, centrée sur l'objectif de l'égalité des chances. De même, en ce qui concerne l'immigration légale, des progrès seront réalisés dans la politique commune relative à l'établissement des critères en matière d'admission, de résidence et d'exercice professionnel de travailleurs immigrants non communautaires. Dans ce contexte, la présidence espagnole tente de lancer un débat sur le lien entre les politiques de l'emploi et les politiques migratoires, en développant la coordination de la gestion par les États membres des flux de travailleurs immigrants dont leur marché du travail a besoin, en respectant le principe de préférence communautaire.

Une attention particulière sera portée au thème des « immigrants mineurs non accompagnés », pour commencer à adopter les premières décisions dans ce domaine, sur la base des contenus du Programme de Stockholm.

Dans le domaine de la gestion intégrale de frontières, la lutte contre l'immigration

page 33

illégal et le trafic d'êtres humains, la réalisation d'un exercice opérationnel sera proposée au moyen des équipes d'intervention rapide aux frontières. La collaboration active entre les États membres sera encouragée, tout comme la maximisation des instruments que l'Union européenne met à leur disposition, à travers les agences et organes pertinents, pour développer les principes de solidarité et de responsabilité. Dans un tel but, le rôle de Frontex sera renforcé et nous travaillerons pour atteindre une plus grande coordination avec les systèmes nationaux de surveillance. Parallèlement, des efforts nécessaires seront réalisés afin de doter d'une plus grande visibilité le caractère intégré de la gestion de la frontière extérieure commune et des personnes qui y participent. Nous chercherons également à avancer dans l'application des nouvelles technologies à la gestion des frontières.

Dans le cadre de la lutte contre l'emploi irrégulier, il convient de garantir la mise en pratique d'une future directive de sanctions.

En matière d'asile, nous continuerons à consolider le Système d'asile européen commun pour qu'une procédure d'asile et un statut uniforme soient établis pour les réfugiés et pour les bénéficiaires de protection subsidiaire. Une attention spéciale sera portée à la mise en place du Bureau européen d'appui en matière d'asile. La dimension extérieure de l'asile sera également prise en considération afin d'obtenir une meilleure protection des personnes à l'extérieur de l'Union.

Nous travaillerons dans le but d'améliorer l'application technique et financière du Programme de solidarité et de gestion de flux migratoires en relation avec les Fonds européens pour les frontières extérieures, pour les réfugiés, pour le retour, et pour l'intégration. Nous encouragerons à ce que la politique des visas soit basée sur le pays d'origine et non sur une politique de risques individualisés, ainsi qu'à l'avancée dans l'harmonisation des procédures dans ce domaine et dans l'exigence de responsabilité aux États membres émetteurs de visas Schengen. En ce qui concerne les accords de facilitation de visas, il convient d'ouvrir de nouvelles procédures de négociation, en plus d'évaluer celles qui existent déjà.

La coopération avec des pays tiers dans le domaine des questions migratoires sera développée dans divers domaines, tels que le Processus de Rabat, le dialogue UE-Amérique latine, l'agenda transatlantique avec les États-Unis et l'approche globale. Le renforcement des accords d'assistance, de coopération et de réadmission avec les pays d'origine et de transit, est vital pour approfondir la politique commune dans le domaine migratoire.

Justice

Questions horizontales

La promotion des droits et des libertés fondamentales, au sein de l'Europe même et dans les relations extérieures, est un signe d'identité de l'Union et doit continuer à l'être. La présidence encouragera le processus d'adhésion à la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fonamen-

page 34

tales. De même, les mécanismes de coordination entre les institutions de l'Union et l'Agence européenne des droits fondamentaux seront améliorés, et une attention particulière sera portée au renforcement de la protection et de l'assistance aux femmes, aux enfants et aux victimes de délits et, en particulier, de la violence à caractère sexiste.

En matière de protection des données, un accord sur la proposition pour la création d'un système européen d'enregistrement des données de passagers (PNR) à des fins de protection de la sécurité sera encouragé. Dans le domaine des technologies de l'information et de la communication, la présidence espagnole promouvra le respect des prévisions du Plan d'action relatif à l'e-justice et pariera sur l'interconnexion des registres.

L'espace de liberté, sécurité et justice requiert le développement d'une culture juridique européenne. Par conséquent, des programmes communs et d'échange seront développés pour les juges, les procureurs et les secrétaires judiciaires.

Nous travaillerons à l'amélioration des mécanismes d'évaluation de l'application des instruments législatifs déjà adoptés, en portant une attention particulière à l'application du mandat d'arrêt européen et aux procédures de remise entre États membres.

Justice pénale

La présidence espagnole travaillera dans le but d'avancer dans le développement du principe de reconnaissance mutuelle, au travers d'initiatives comme le mandat européen d'enquête et le renforcement de l'efficacité opérationnelle des équipes communes d'enquête.

La lutte contre la traite des êtres humains revêtira un caractère prioritaire et l'adoption d'un nouvel instrument en matière de délinquance informatique, la cybercriminalité, sera encouragé dans le but d'actualiser le cadre existant. En matière de procédure, la

présidence espagnole continuera le processus initié visant à convenir de normes minimales communes dans le domaine des droits et des garanties en matière de procédure pénale.

L'Espagne souhaite contribuer au renforcement du cadre juridique de protection du mineur. Dans ce but, nous proposons d'augmenter la protection contre l'abus sexuel des mineurs et la lutte contre la pornographie infantile, en complétant le cadre juridique actuel contre la pédophilie.

La présidence encouragera l'amélioration des mesures existantes en matière de protection des victimes de délits, en particulier, celles de violence à caractère sexiste, en promouvant la création du mandat européen de protection, instrument spécifique qui garantira les mesures de protection aux personnes menacées et aux victimes sur tout le territoire de l'Union.

Les instruments de protection dans la lutte contre la piraterie dans le domaine de la propriété intellectuelle et industrielle doivent être également améliorés.

Justice civile et commerciale

La présidence espagnole encouragera le débat visant à la réforme du règle-

page 35

ment « Bruxelles I » sur la compétence judiciaire, le reconnaissance et l'exécution des décisions judiciaires en matière civile et commerciale, en organisant, dans ce but, un séminaire comptant sur la participation des divers secteurs qui forment le monde des praticiens du Droit.

Seront développés les travaux qui doivent déboucher sur l'adoption d'un instrument en matière de successions, qui comprendra la loi applicable ainsi que la reconnaissance et l'exécution de décisions et de titres héréditaires, en plus de l'analyse d'éventuelles réformes en matière de droit matrimonial, de loi applicable au régime économique matrimonial et à la séparation et au divorce (« Rome III »).

De même, la présidence espagnole développera l'évaluation du cadre commun de référence du droit des contrats européen.

5. Emploi, politique sociale, santé et consommateurs

La présidence espagnole travaillera dans le but de limiter les répercussions de la crise sur les marchés du travail et ses effets sociaux négatifs, en portant une attention particulière aux personnes les plus vulnérables et aux nouveaux risques d'exclusion.

Emploi

Le pilier de l'emploi continuera à être prioritaire dans la nouvelle Stratégie pour la croissance et l'emploi, « Europe 2020 ». Dans ce domaine, les objectifs principaux sont les suivants :

Le maintien et la création de postes de travail de qualité grâce à l'augmentation de l'efficacité dans le travail afin d'augmenter la productivité et la compétitivité des entreprises, à travers une amélioration de la formation et de la qualification des travailleurs. Dans un tel objectif, il est nécessaire, en plus, de promouvoir de nouvelles sources d'emploi et, principalement, lesdits emplois verts, liés à la lutte contre le changement climatique, comme dans le domaine des énergies renouvelables, le recyclage et les services de conservation de l'environnement ; les emplois blancs, liés aux nouvelles demandes d'assistance sociale ; et les emplois bleus, liés aux nouvelles technologies, fondamentalement les technologies de l'information et de la communication. Il convient également de renforcer les politiques actives d'emploi et d'insertion sociale, ainsi que d'adopter de nouvelles initiatives afin de favoriser le dynamisme des entreprises.

L'introduction de changements structurels sur le marché du travail pour améliorer son fonctionnement. Il est nécessaire de faciliter la stabilité de l'emploi et la requalification continue ; d'augmenter la sécurité de l'emploi en rendant plus faciles les transitions entre le chômage et la formation et entre la formation et l'emploi, ainsi que la mobilité entre emplois ; d'augmenter l'investissement en capital humain, grâce à l'amélioration de l'enseignement et l'adaptation des systèmes d'éducation et de formation aux nouvelles exigences du marché du travail ; de favoriser la mobilité entre les pays de l'Union européenne et entre les régions ; et de faire un effort particulier pour que les groupes ayant le plus de problèmes d'inté-

page 36

gration professionnelle augmentent leur participation au marché du travail. Des initiatives en relation avec la directive sur le déplacement de travailleurs et la garantie des droits du travail seront mises en place dans le cadre de la libre prestation de services.

Il est nécessaire d'établir des programmes spécifiques en faveur du travail des jeunes, qui leur permettent une meilleure insertion sur le marché du travail et leur maintien sur celui-ci, grâce à des mesures visant à combattre l'échec scolaire et l'abandon scolaire prématuré et visant à augmenter le nombre de jeunes qui arrivent au bout de l'enseignement secondaire ou de la formation professionnelle. Il est également essentiel d'améliorer la transition entre l'éducation et l'emploi, grâce à une impulsion à l'insertion sociale des jeunes au travers de contrats revêtant un caractère de formation qui renforcent leurs compétences professionnelles et leur permettent d'accéder ultérieurement à des emplois de qualité. Des instruments d'information, de conseil et d'assistance technique doivent être créés en faveur des jeunes qui souhaitent devenir entrepreneurs, en particulier dans les nouveaux emplois liés au nouveau modèle de croissance, et des mesures stimulantes doivent être offertes aux entreprises dans le recrutement de jeunes travailleurs, avec une répercussion spéciale sur ceux ayant été récemment embauchés. Enfin, il est nécessaire de faire face au travail non déclaré, au travail illégal et à l'économie souterraine.

De plus, il convient de faire des progrès définitifs dans l'égalité professionnelle effective entre les femmes et les hommes, en éliminant toute forme de discrimination.

Politique sociale

La présidence espagnole collaborera avec la Commission à la réalisation d'un bilan de l'exécution de l'Agenda social renouvelé établi pour la période 2008-2010, en fermant le présent cycle. Quant au cycle qui s'ouvrira, la présidence espagnole travaillera étroitement avec la Commission à la conception du nouvel Agenda social européen, dans un cadre large de consultation et de coopération avec les États membres, les partenaires sociaux et la société civile en général. La perspective d'égalité entre les femmes et les hommes devra constituer un élément central dans le nouveau modèle de cohésion sociale.

La principale priorité de la présidence espagnole, dans le domaine de la protection sociale et de l'insertion, sera la consolidation des systèmes européens de protection sociale, visant à développer l'intégration active de ceux qui ont plus de difficultés à s'intégrer au marché du travail, avec une attention particulière au développement des activités prévues à l'occasion de la célébration de l'Année européenne de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale 2010. En outre, la perspective du handicap, dans tous ses corollaires, sera pris en compte, comme axe transversal, et une attention spéciale sera portée aux diverses facettes de l'autonomie personnelle.

Face aux changements sociaux et démographiques, avec des implications importantes pour les systèmes de protection sociale dans tous les pays européens, les travaux communs

page 371

qui pourront établir des objectifs communs, établis dans le cadre de la méthode ouverte de coordination, seront promus. Dans ce but, l'élaboration d'un Livre blanc sur le vieillissement en Europe et un Programme européen pour le vieillissement actif sera encouragée.

La présidence espagnole transmettra à la Commission et aux États membres les conclusions du Forum européen de tourisme social organisé en Espagne, en recueillant le soutien à la décision de la Commission de déclarer l'année 2012 Année européenne du vieillissement actif et la solidarité intergénérationnelle.

Afin de faire des progrès dans le but de garantir la jouissance de services sociaux d'intérêt général, et de qualité satisfaisante, nous continuerons à travailler dans l'objectif de trouver de nouveaux instruments, que ce soit au moyen de réformes juridiques ou en approfondissant la méthode ouverte de coordination.

Le second Sommet européen sur la population gitane sera organisé, en le reliant à l'Année européenne de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

Santé

La présidence approfondira la déclaration du Conseil de 2006 sur les valeurs et principes communs des systèmes de santé de l'Union européenne, en prenant en compte les priorités du second programme d'action communautaire dans le domaine de la santé 2008-2013 et la future stratégie de l'Union en matière de santé.

Au cours de la présidence espagnole, nous proposerons d'encourager l'adoption de la directive sur le don et la transplantation d'organes, le développement de thérapies avancées, ainsi que l'aide et l'assistance intégrale aux maladies chroniques et non transmissibles.

Dans le domaine de l'innovation en matière de santé publique, la présidence espagnole développera la santé électronique, ou e-santé, et promouvra les initiatives visant l'amélioration de la qualité de vie et de la sécurité des patients ainsi que les travaux du Groupe de haut niveau sur la santé publique.

Dans le domaine des médicaments, nous travaillerons en matière de sécurité et de qualité, afin d'améliorer les systèmes de surveillance des médicaments, tout en mettant l'accent sur d'autres aspects tels que la résistance antimicrobienne, l'utilisation rationnelle d'antibiotiques et la lutte contre la contrefaçon de médicaments.

Une attention spéciale sera portée aux progrès normatifs en matière de sécurité alimentaire, sur des questions telles que l'information du consommateur sur les produits alimentaires, les nouveaux aliments, l'hygiène des produits alimentaires et des aliments d'origine animale. Il convient également de continuer à faire des progrès dans les plans de prévention de l'obésité.

Consommateurs

En matière de protection des consommateurs, les travaux relatifs à la régulation de leurs

page 38

droits continueront et nous essaierons de faire des progrès en matière de sécurité générale des produits.

Égalité et non-discrimination

En ce qui concerne l'égalité des sexes et la non-discrimination, la présidence espagnole s'efforcera de faire des progrès dans le sens de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, en faisant particulièrement attention aux mesures relatives aux différences salariales fondées sur le sexe, au travail à temps partiel, à l'égalité des chances dans le monde entrepreneurial et à la conciliation de la vie professionnelle, familiale et personnelle. Nous travaillerons dans le but d'inclure une perspective d'égalité entre les sexes de façon transversale dans toute la Stratégie pour la croissance et l'emploi, « Europe 2020 ».

Un suivi de l'évaluation de la Commission sur le Plan pour l'égalité entre les femmes et les hommes, qui s'achève en 2010, sera réalisé et un nouveau Plan pour la période 2011-2015 sera élaboré.

Une attention spéciale sera portée à la violence contre les femmes et la création d'un Observatoire européen sur la violence à caractère sexiste sera proposée, qui, en collaboration avec l'Institut européen pour l'égalité entre les hommes et les femmes, élaborera des indicateurs communs dans cette matière.

La présidence espagnole continuera à évaluer les progrès et à superviser l'exécution de la plate-forme d'action de Pékin. Les questions relatives à la violence à caractère sexiste et la brèche salariale seront évaluées et le rapport sur le suivi dudit programme sera présenté à la Commission de la condition de la femme des Nations Unies et dans le cadre de la célébration de ses quinze ans d'application (Beijing +15). Un Forum européen « Beijing +15 » sera organisé dans le but de faire un bilan sur le chemin parcouru et d'étudier les possibilités de progrès à partir de 2010.

Au cours du prochain semestre, l'Union européenne devra conclure un accord sur la dernière proposition de directive relative à la lutte contre la discrimination en dehors du domaine professionnel fondée sur la religion ou les convictions, un handicap, l'âge ou l'orientation sexuelle.

6. COMPÉTITIVITÉ (MARCHÉ INTÉRIEUR, INDUSTRIE ET RECHERCHE)

La présidence espagnole considère que l'innovation est un facteur clé dans l'amélioration de la compétitivité. Pour cela, dans le cadre de la nouvelle Stratégie pour la croissance et l'emploi, « Europe 2020 », et en partant d'un concept large d'innovation, la présidence tente de contribuer au développement du Plan européen d'innovation, en tant qu'initiative ambitieuse et transversale.

Marché intérieur

La présidence espagnole propose de continuer à améliorer la régulation et à concevoir les propositions législatives en prenant en compte l'évaluation de leur impact. De même, la réduction des frais administratifs supportés par les entre-

page 39

prises à 25 % pour l'année 2012 est considérée cruciale. Des progrès en matière législative dans les domaines du droit des sociétés et de la concurrence seront également envisagés.

Suite à l'entrée en vigueur des modifications du Code des douanes communautaire, nous travaillerons dans le but de renforcer la sécurité dans la chaîne de distribution au sein de l'Union européenne dans le domaine de l'union douanière.

Il sera envisagé de renforcer au niveau communautaire la tutelle et la protection des droits de la propriété intellectuelle et industrielle, grâce à de multiples initiatives en matière de lutte contre la piraterie et la contrefaçon. Dans le domaine de la propriété industrielle, les travaux sur le dossier relatif à la marque communautaire continueront. En ce qui concerne le brevet communautaire et le système de litiges pour le brevet européen, la recherche constructive de solutions efficaces et non discriminatoires continuera, et les efforts visant à l'amélioration de la gestion de ces droits pour les entreprises, et plus particulièrement les PME, seront renouvelés.

La présidence espagnole consacrera une attention spéciale à l'entrée en vigueur de la directive « Services » dont le délai de transposition s'achève à la fin de l'année 2009 pour faire place au processus d'évaluation mutuelle de sa mise en œuvre. La pleine application de ladite directive aura des effets positifs sur la croissance économique de l'Union européenne.

Industrie

La présidence espagnole étudiera de nouvelles possibilités pour améliorer les conditions de fonctionnement des petites et moyennes entreprises grâce à des initiatives dans différents domaines. Le Plan d'action du Small Business Act continuera à être appliqué et l'accent sera mis sur le fait que les intérêts et les besoins des entreprises plus petites doivent être pris en compte en appliquant le principe du « Think small first ».

Nous travaillerons dans le but de continuer à développer des initiatives en relation avec la compétitivité des industries européennes, y compris son aspect externe, dans un contexte mondialisé. La présidence espagnole encouragera un accord politique pour la réforme du système européen de normalisation.

Un débat sera également promu au niveau européen sur l'automobile et, en particulier, sur le véhicule électrique qui constitue une priorité du semestre de la présidence espagnole. Pour cela, d'éventuelles politiques publiques d'impulsion de sa production et de son utilisation en Europe seront étudiées.

Pour garantir la compétitivité future du secteur de la construction navale européenne, le débat sur la nouvelle phase de LeaderSHIP 2015 sera stimulé, nous essayerons d'obtenir la prolongation de l'actuel Cadre d'aides nationales au secteur et nous continuerons les travaux visant à convenir de l'établissement de conditions normales de concurrence sur le marché mondial de la construction navale.

La présidence espagnole promouvra la création d'un cadre d'intégration de la politique touristique, en le dotant des moyens financiers adéquats, et

page 40

envisagera l'inclusion du point de vue touristique dans les politiques de l'Union européenne qui touchent le secteur. L'établissement d'un modèle touristique européen socialement responsable sera promu en développant le tourisme social européen, le rôle du tourisme dans la qualité de vie, l'innovation touristique et la durabilité environnementale du tourisme et des activités qui y sont liées.

Recherche

La présidence espagnole travaillera dans le but de faire progresser le développement de l'Espace européen de la recherche (EER), en fixant des orientations politiques à court et à moyen terme qui permettent d'approfondir la coordination entre les divers organismes concernés. Seront abordés les thèmes suivants : l'association et la mobilité des chercheurs, les infrastructures européennes de recherche (en développant et en mettant en œuvre la feuille de route européenne), la programmation commune dans les domaines de la recherche revêtant un intérêt spécial, l'amélioration de la gouvernance et le suivi de l'EER. Des progrès seront également effectués dans les aspects en relation avec l'excellence dans les organismes de recherche et avec la modernisation des universités.

De même, nous tenterons de consolider les instruments communautaires de soutien à la R&D&i, en ce qui concerne l'évaluation et l'adaptation du Conseil européen de recherche et la progression dans la simplification de la participation au programme-cadre. Une attention particulière sera portée aux initiatives publico-privées de recherche centrées dans des domaines tels que les énergies propres et le changement climatique, l'Internet du futur ou la recherche marine et maritime.

Revêtera une importance particulière le lancement des premières communautés de la connaissance et de l'innovation, sélectionnées par l'Institut européen d'innovation et de technologie dans le cadre du Plan européen d'innovation, et sur l'élaboration desquelles

sera effectué un travail pendant ce semestre. De plus, la négociation avec les membres non-UE du financement de l'ITER sera abordée.

Enfin, le rôle de la R&D&i dans la cohésion sociale et la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sera promu, et la culture scientifique sera encouragée.

7. Transport, télécommunications et énergie

Transport

Le transport jouera un rôle essentiel dans la reprise économique et dans la définition du nouveau modèle de croissance économique durable. En conséquence, nous devons développer les principes de durabilité, d'innovation et de sécurité en tant qu'axes de la politique des transports et nous travaillerons dans le but d'adapter ceux-ci aussi bien au nouveau Livre blanc sur les transports 2010-2020, qu'à la nouvelle méthodologie que la Commission proposera pour la révision des orientations des réseaux transeuropéens de transports. Le domaine extérieur de cette politique sera également renforcé et la collaboration avec les pays du Sud de la Méditerranée sera promue.

Programme opérationnel des formations du Conseil

[page 41]

En relation avec la durabilité dans les transports, et au sein de la stratégie de lutte contre le changement climatique, des progrès seront réalisés en matière de promotion et d'expansion des moyens de transport plus durables, comme le transport par chemin de fer grâce à une dotation d'infrastructures et de services adéquate et une amélioration de l'intermodalité et de la logistique, et le transport maritime, en révisant les critères applicables au déploiement des autoroutes de la mer et en facilitant le développement du transport maritime à courte distance. Il s'agira notamment de promouvoir les transports en commun dans les zones urbaines et métropolitaines, d'étudier l'initiative « véhicules verts » du Plan européen de reprise économique, et de veiller à la libéralisation et au fonctionnement du transport ferroviaire de marchandises.

Le déploiement et l'usage des systèmes intelligents de transport feront l'objet d'une attention particulière. Le système ECHOS et le programme Galileo seront développés, et la modification de la structure de gestion, la révision à moyen terme du programme et le service public régulé seront abordés.

En matière de sécurité, une attention particulière sera prêtée à la sécurité aérienne. Par conséquent, le développement et l'amélioration de la réglementation existante seront promus et, en particulier, les normes en vigueur en matière d'investigation sur les accidents aériens.

Des progrès seront également réalisés dans la modification de la réglementation de l'Agence européenne pour la sécurité maritime.

Télécommunications

La présidence espagnole encouragera le débat sur l'approbation d'une charte européenne des droits des usagers des télécommunications, qui comprendra l'accès au haut débit comme faisant partie du service universel. Les droits des citoyens seront également favorisés grâce au développement du Plan d'action européen 2010-2015 pour l'administration électronique, et des progrès seront réalisés en ce qui concerne le droit à la communication par des moyens électroniques et l'identification électronique des citoyens.

Nous travaillerons à l'approbation de la nouvelle stratégie 2010-2015 pour le développement de la société de l'information (continuation de « *i2010* »). La présidence promouvra le débat conjoint avec les États membres pour l'amélioration des indicateurs de la société de l'information, ainsi que le déploiement de réseaux de nouvelle génération, l'augmentation de la sécurité des réseaux et la protection de la propriété industrielle et de la propriété intellectuelle sur Internet.

L'Internet du futur sera développé : de nouveaux produits, des applications et des procédés et services, découlant des réformes susmentionnées et des tendances du secteur actuelles et futures.

Énergie

La présidence espagnole promouvra l'adoption du Plan d'action énergétique pour l'Europe 2010-2014 par le Conseil européen de printemps, la

[page 42]

révision de la stratégie énergétique de l'Union pour les cinq prochaines années, qui incorporera les engagements acquis dans le paquet « énergie-climat », ainsi que l'accord conclu lors du Sommet de Copenhague.

Le développement d'une politique de sécurité énergétique constitue une priorité pour l'Union européenne. Par conséquent, nous continuerons à travailler sur le Plan d'action pour la sécurité et la solidarité énergétiques dans le but de limiter la vulnérabilité des États membres, grâce à des mesures telles que le renforcement des réseaux transeuropéens de transport d'énergie et des interconnexions énergétiques à l'intérieur de l'Union, une plus grande transparence sur les marchés et l'établissement de mécanismes d'alerte, ainsi que la solidarité face aux situations de crise. Un élément clé dans ce sens sera le nouvel instrument de sécurité et d'infrastructures énergétiques de l'Union européenne, que la Commission présentera suite à la consultation publique du Livre vert. Les relations énergétiques avec l'extérieur seront également encouragées grâce au dialogue régulier avec les principaux pays tiers consommateurs, producteurs et de transit de l'énergie. Nous travaillerons afin que l'Union s'exprime d'une seule voix, et nous incorporerons à ce dialogue le développement des énergies renouvelables.

Suite à l'adoption de la Directive sur les énergies renouvelables, la présidence espagnole appuiera la préparation de la part des États membres de leurs plans nationaux, qui devront être présentés avant juin 2010. De plus, une attention particulière sera prêtée dans le but d'améliorer l'efficacité énergétique contenue dans le Plan européen d'action pour l'efficacité énergétique de 2006, dont la révision est prévue au cours de ce semestre, pour son adaptation à l'engagement 20-20-20 du paquet « énergie-climat ».

La présidence espagnole encouragera le dernier paquet de mesures sur le marché intérieur de l'énergie. Elle promouvra la réalisation des projets prioritaires d'interconnexions déjà décidés dans le cadre des orientations du réseau transeuropéen d'énergie (RTE-E) et appuiera la constitution de l'Agence de coopération des régulateurs de l'énergie.

Elle supervisera le développement du Plan stratégique européen pour les technologies énergétiques (Plan SET), et encouragera le développement d'initiatives industrielles en matière d'énergie solaire, de réseaux intelligents, et de stockage et de capture de CO₂.

8. AGRICULTURE ET PÊCHE

Agriculture

La présidence espagnole considère prioritaire le fait de continuer les débats sur le futur de la PAC au-delà de 2013. Les objectifs de la PAC continuent à être pleinement en vigueur ainsi que leur valeur ajoutée de promotion de la sécurité et de la qualité agroalimentaire, la durabilité et l'innovation, tout comme la lutte contre le changement climatique, la conservation de la biodiversité et la gestion efficace de l'eau. L'adaptation de la PAC à une réalité chan-

[page 43]

geante et à un secteur plus compétitif et efficace implique un processus continu de réformes, pour lesquelles des ressources suffisantes devront être garanties afin de pouvoir atteindre les objectifs de cette politique commune. De plus, un suivi des négociations sera effectué au sein de l'OMC, et une attention toute particulière sera prêtée à la partie agraire. L'évolution du marché des produits laitiers sera abordée dans le but d'éliminer le système de quotas.

Nous considérons prioritaire l'amélioration de la compétitivité de l'agriculture et de l'industrie agroalimentaire européennes, ainsi que l'augmentation de la valeur ajoutée des produits agroalimentaires communautaires et le développement du modèle de production européen. Pour cette raison, il convient de s'assurer de l'égalité de conditions entre les producteurs européens et les pays tiers dans le respect de certaines conditions requises de santé animale, santé végétale, santé publique ou bien-être animal. Nous ferons également attention au bien-être animal et à l'identification électronique des bovins.

Le développement d'un milieu rural vivant, dynamique et durable est essentiel pour notre présent et pour notre avenir. Dans la ligne de la promotion de l'égalité effective entre les femmes et les hommes dans toutes ses dimensions, le rôle que la femme joue au sein de l'agriculture et du milieu rural sera développé.

Pêche

La présidence espagnole portera une attention toute particulière à la révision de la politique commune de la pêche, qui prendra fin en 2012. Elle encouragera une gestion de l'activité de pêche qui assure sa viabilité économique, sociale et environnementale. La présidence espagnole veillera à une exploitation des ressources halieutiques fondée sur des critères de durabilité et sur le respect des objectifs socio-économiques et écosystémiques, et promouvra la reconnaissance de ces principes au niveau communautaire et international. Les actions dans cette matière devront être complétées par le développement du commerce de la pêche responsable.

9. ENVIRONNEMENT

L'environnement, en général et, en particulier, la conservation de la biodiversité et des forêts, la lutte contre la désertification, l'utilisation durable de l'eau, la durabilité de la côte et de la mer ou l'amélioration de la qualité de l'air, ainsi que la gestion des

déchets, feront l'objet d'un suivi et de nouvelles initiatives dans différents domaines et forums de décision, pour garantir que l'Union européenne se maintienne à la tête de la promotion de ces politiques dans le monde. La présidence espagnole travaillera également afin que l'Union européenne puisse diriger la phase préparatoire et la séance spéciale du Conseil d'administration PNUC (Bali, février 2010) lors de laquelle seront abordés des aspects liés à la gouvernance environnementale internationale, l'initiative IPBS et l'économie verte, entre autres.

De plus, l'Union doit profiter de la période qui s'ouvre devant elle après le Sommet de Copenhague pour réaffirmer son en-

page 44

gagement envers la lutte contre le changement climatique. La présidence espagnole appuiera toutes les opportunités qui se présenteront lors de l'étape de transition vers une économie à faible émission de carbone, pour générer de nouveaux emplois et faciliter la croissance économique.

Changement climatique

La présidence espagnole travaillera spécialement dans le but de renforcer le binôme changement climatique et énergie, axe transversal sur lequel doit pivoter la transformation de l'actuel modèle économique et énergétique vers un modèle de croissance durable à moyen et long terme. Elle promouvra la mise en œuvre effective du paquet « énergie et changement climatique », et articulera les modifications législatives pertinentes dans celui-ci, découlant de l'accord qui sera conclu lors de la Conférence de Copenhague. Dans ce sens, la présidence espagnole aura pour principal objectif l'application la plus rigoureuse possible des accords qui s'adopteront.

Elle portera également son attention sur la coopération régionale en matière de changement climatique et d'énergie afin de renforcer le rôle de l'Union en tant qu'acteur global. Plus particulièrement, seront abordées les questions en relation avec les flux financiers et avec l'innovation et les technologies environnementales, spécialement celles visant à la mitigation et à l'adaptation au changement climatique et, en mettant l'accent sur celles visant l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables. Un autre domaine prioritaire sera l'intégration de l'adaptation au changement climatique comme axe d'action dans les politiques sectorielles, parmi lesquelles il convient de mettre en avant, entre autres, celles relatives à l'eau, aux sols et à la biodiversité.

Biodiversité et utilisation durable des ressources naturelles

La présidence espagnole concèdera la plus grande priorité à l'établissement de l'« objectif communautaire » en matière de conservation et d'utilisation durable pour la période postérieure à 2010. Cet objectif devra contribuer ainsi aux discussions sur la détermination d'une vision future en matière de biodiversité. Une attention particulière sera prêtée à la conclusion des négociations concernant le régime d'accès aux ressources génétiques et le partage des avantages générés par leur utilisation, et la COP 15 de la Convention de Washington (CITES), ainsi qu'aux progrès réalisés dans le processus IPBES des Nations Unies.

Au début de l'année 2010, la Commission présentera un Livre vert sur la protection des forêts, thème revêtant un intérêt prioritaire pour l'Espagne. Elle travaillera afin de répondre aux phénomènes qui endommagent lesdites zones, concrètement dans la prévention des dommages causés par ceux-ci, en prêtant une attention particulière aux incendies de forêts.

En matière de milieu marin, le délai de transposition de la directive-cadre sur la stratégie marine s'achève au cours de ce semestre et les travaux d'évaluation initiale et de détermination du bon

page 45

état écologique des eaux marines doivent commencer. L'évaluation et la recherche marine feront l'objet d'une conférence (EUROMARES 2010) dans le cadre de la célébration de la Journée maritime européenne.

L'eau sera également un thème prioritaire, aussi bien du fait de la nécessité d'en améliorer la gestion, que du lien entre changement climatique et situations de pénurie d'eau et sécheresse. L'établissement d'une stratégie commune de gestion des ressources hydriques, qui devra compter sur un instrument législatif communautaire de référence afin de gérer les situations de sécheresse et/ou de pénurie d'eau, est vu comme prioritaire. Il en est de même de la collaboration en matière d'eau avec les pays latino-américains, et avec les pays méditerranéens au travers de la Conférence ministérielle UE-Pays méditerranéens.

La préparation du nouveau programme d'action en matière d'environnement, qui remplacera le programme actuel en 2013, commencera. De plus, nous travaillerons en matière de DEEE, RoHS, biodéchets, protection des sols, biocides, produits chimiques, REACH, mercure, CO₂ sur les véhicules commerciaux légers, IPPC, démolition de bateaux et responsabilité environnementale.

10. ÉDUCATION, JEUNESSE ET CULTURE

Éducation

L'Union européenne doit encourager l'éducation et la formation en tant que moteurs du développement et du bien-être social européens. Toutes deux doivent être un élément de la Stratégie pour la croissance et l'emploi, « Europe 2020 ».

En relation avec la dimension sociale et l'équité dans les systèmes éducatifs, il est indispensable que l'accès à l'éducation soit égalitaire, que nous parvenions à lutter efficacement contre l'abandon scolaire précoce à tous les niveaux des systèmes d'éducation et de formation.

La formation professionnelle constitue un pilier de base pour le développement économique de la société et pour le progrès à tous les niveaux, ce qui en fait un domaine prioritaire. La présidence espagnole travaillera dans le but de renforcer l'acquisition des compétences liées à l'initiative « Des compétences nouvelles pour des emplois nouveaux ».

L'approfondissement de la construction de l'Espace européen de l'enseignement supérieur, et la création de ce qui en sera le développement au cours de la prochaine décennie, feront l'objet d'un suivi spécial au cours du prochain semestre, au travers de la promotion des politiques sociales dans l'enseignement supérieur, l'engagement avec l'université publique, la mobilité des universitaires, l'engagement envers la qualité et la transparence, et les modèles d'apprentissage permanent, entre autres. De plus, l'Union européenne collaborera avec des pays non européens qui ont démontré un intérêt envers le processus de Bologne.

La présidence promouvra l'agenda de modernisation des universités, qui sont appelées à catalyser la construction de l'Espace

page 46

européen de la connaissance, dans lequel convergeront les espaces européens d'enseignement supérieur et de recherche. Une conférence sur l'Espace européen de la connaissance sera organisée et une attention particulière sera prêtée aux enseignements de troisième cycle, pont entre l'enseignement supérieur et la recherche scientifique. De plus, nous travaillerons afin d'encourager la coopération universitaire européenne au-delà des frontières de l'Union, en particulier dans les espaces latino-américain et méditerranéen.

Jeunesse

Le défi fondamental en matière de politiques de jeunesse est de donner un nouvel élan au Pacte européen pour la jeunesse. Nous parierons sur une stratégie d'inclusion sociale, en créant des ponts entre l'enseignement et le marché du travail, et en mettant l'accent sur une plus grande autonomie de la jeunesse, une plus grande mobilité, et une plus grande implication dans la construction de la citoyenneté européenne.

De plus, un effort sera réalisé dans la mise en place du nouveau cadre de coopération dans les politiques de jeunesse qui aura pour instruments de base la méthode ouverte de coordination et le dialogue structuré, et qui mettra l'accent sur les jeunes ayant le moins d'opportunités.

Culture

Dans le secteur culturel, des progrès seront effectués dans l'atteinte des objectifs fixés dans l'agenda européen de la culture et dans le processus visant à renforcer le rôle des industries culturelles et créatives dans la Stratégie pour la croissance et l'emploi, « Europe 2020 », ainsi que dans le développement de l'identité culturelle européenne.

La présidence espagnole se concentrera sur le Plan de travail pour la culture, convenu par le Conseil pour la période 2008-2010. Dans ce cadre, seront très importants les effets de l'application des fonds structurels dans le domaine de la culture et le développement de celle-ci en tant que facteur de développement régional et local grâce à certaines initiatives, déjà adoptées, comme la capitale européenne de la culture, et futures, comme l'étiquette du patrimoine européen.

Le potentiel des industries culturelles et créatives aura son espace dans le futur Livre vert et au travers des études qui sont en train d'être menées par la Commission et le Conseil. De plus, la présidence espagnole travaillera sur les contenus culturels en ligne, ainsi que sur le développement du cinéma européen.

Sports

Avec l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne, le sport, pour la première fois, fera partie des politiques communautaires envisagées dans les traités. Au cours du prochain semestre, le développement normatif du Livre blanc sur le sport se fera dans le nouveau cadre juridique, avec l'élaboration du « Programme-cadre pour le sport ».

Le sport est un outil indispensable de la santé publique et, dans ce contexte, la présidence tente de renforcer et de développer la coordination avec les institutions gouvernementales et non gouvernementales relevant du domaine du sport et de la santé pour développer de nouvelles directives relatives à la pratique de l'activité physique.

Nous maintiendrons l'intensité croissante dans la lutte contre le dopage et nous développerons les programmes qui mettront l'accent sur le potentiel du sport en tant qu'instrument de l'inclusion sociale, l'intégration et l'égalité des chances entre les femmes et les hommes, et aussi en tant qu'outil permettant de promouvoir le dialogue intellectuel, le développement et la paix.

Annexe : Réunions durant la présidence espagnole du Conseil de l'Union européenne

JANVIER

11 janvier, Conseil Agriculture et pêche, Bruxelles
12-14 janvier, Réunion informelle des ministres des Affaires européennes, La Granja
14-15 janvier, Réunion informelle des ministres de l'Énergie et de l'Environnement, Séville
18 janvier, Conseil Agriculture et pêche, Bruxelles
18 janvier, Eurogroupe, Bruxelles
19 janvier, Conseil Économie et finances, Bruxelles
20-22 janvier, Réunion informelle des ministres de la Justice et des Affaires intérieures, Tolède
21 janvier, Conférence sur la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, Madrid
25 janvier, Conseil Relations extérieures et affaires générales, Bruxelles
27-29 janvier, Réunion informelle des ministres de l'Emploi, Barcelone

FÉVRIER

4-5 février, Forum européen des femmes : Beijing +15, Cadix
7-9 février, Réunion informelle des ministres de la Concurrence, Saint-Sébastien
11 février, Réunion informelle des chefs d'État et de gouvernement, Bruxelles
12-13 février, Réunion informelle des ministres des Transports, La Corogne
15 février, Eurogroupe, Bruxelles
15 février, Conseil Éducation, jeunesse et culture, Bruxelles
16 février, Conseil Économie et finances, Bruxelles
17-18 février, Réunion informelle des ministres du Développement, La Granja
21 février, Réunion informelle des ministres du Commerce, Bruxelles
22 février, Conseil Agriculture et pêche, Bruxelles
22 février, Conseil Relations extérieures et affaires générales, Bruxelles
24-25 février, Réunion informelle des ministres de la Défense, Palma de Majorque
25-26 février, Conseil Justice et affaires intérieures, Bruxelles

MARS

1^{er}-2 mars, Conseil Compétitivité, Bruxelles
5-6 mars, Réunion informelle des ministres des Affaires étrangères - Gymnich, Cordoue
8 mars, Sommet UE-Maroc, Grenade
8-9 mars, Conseil Emploi, politique sociale, santé et consommateurs, Bruxelles
11-12 mars, Conseil Transports, télécommunications et énergie, Bruxelles
15 mars, Eurogroupe, Bruxelles

15 mars, Conseil Environnement, Bruxelles
15-18 mars, Conférence e-Santé, Barcelone
16 mars, Conseil Économie et finances, Bruxelles
16-18 mars, Réunion informelle des ministres de la Politique territoriale, Malaga
22 mars, Conseil Relations extérieures et affaires générales, Bruxelles
19-20 avril, Conférence sur le vieillissement, Logroño
25-26 mars, Conseil européen, Bruxelles
25-26 mars, Réunion informelle des ministres chargés de l'Égalité des chances, Valence
27-28 mars, Rencontre euro-africaine des femmes pour un monde meilleur, Valence

29 mars, Conseil Agriculture et pêche, Bruxelles
29 mars-1^{er} avril, Assemblée parlementaire UE-ACP, Tenerife
30-31 mars, Réunion informelle des ministres de la Culture, Barcelone

AVRIL

6-7 avril, Conférence pour la protection des forêts, Valsain
8 avril, Conférence sur les populations gitanes, Cordoue
12-14 avril, Conférence euro-méditerranéenne sur l'eau, Barcelone
13-14 avril, Réunion informelle des ministres de l'Éducation, Madrid
14-16 avril, Réunion des ministres des Affaires étrangères UE-ASEAN, Madrid
14-15 avril, Réunion informelle des ministres du Tourisme, Madrid
15-17 avril, Réunion informelle des ministres de l'Économie et des Finances, Madrid
15-16 avril, Conférence pour l'intégration des immigrants, Saragosse
18-20 avril, Réunion informelle des ministres des Télécommunications, Grenade
18-20 avril, Sommet européen des collectivités locales, Barcelone
19 avril, Conseil Agriculture et pêche, Luxembourg
19-20 avril, Forum européen du sport, Madrid
20-21 avril, Réunion informelle des ministres des Sports, Madrid
21 avril, Sommet UE-Pakistan, Bruxelles
22-23 avril, Conseil Justice et affaires intérieures, Luxembourg
22-23 avril, Réunion informelle des ministres de la Santé, Madrid
22-23 avril, Conférence sur la sécurité sociale, Burgos
26 avril, Conseil Affaires étrangères et défense, Luxembourg
28 avril, Sommet UE-Japon, Tokyo

MAI

2-3 mai, Conférence sur la politique commune de la pêche, La Corogne
3-4 mai, Conférence de l'Alliance des civilisations, Cordoue
4-5 mai, Réunion informelle des ministres de la Pêche, Vigo
6-7 mai, Réunion des ministres en charge des Régions ultrapériphériques, Las Palmas
10 mai, Conseil Relations extérieures et développement et Conseil Affaires générales, Bruxelles
7-9 mai, Forum civique européen, Malaga
10-11 mai, Conseil Éducation, jeunesse et culture, Bruxelles
11-12 mai, Conférence sur le Plan solaire méditerranéen, Valence

page 50

13-15 mai, Assemblée parlementaire Europe-Amérique latine, Séville
13-14 mai, Réunion des ministres de la Sécurité sociale UE-ALC, Madrid
14 mai, Réunion des ministres des Sciences et technologies UE-ALC, La Granja
16 mai, Sommet UE-Mexique, Santander
16 mai, Réunion des ministres du Développement UE-ALC, Madrid
17 mai, Réunion des ministres des Affaires étrangères UE-ALC, Madrid
17 mai, Sommet UE-CARIFORUM, Madrid
17 mai, Somme UE-Chili, Madrid
17 mai, Eurogroupe, Bruxelles
17 mai, Conseil Agriculture et pêche, Bruxelles
18 mai, Sommet UE-ALC, Madrid
18 mai, Conseil Économie et finances, Bruxelles
18-19 mai, Réunion informelle des ministres en charge des personnes dépendantes, Saragosse
19 mai, Sommet UE-Communauté andine, Madrid
19 mai, Sommet UE-MERCOSUR, Madrid
19 mai, Sommet UE-Amérique centrale, Madrid
20 mai, Conseil de Coopération du Golfe, Madrid
20 mai, Conférence euro-méditerranéenne sur le tourisme, Barcelone
20 mai, Journée européenne de la mer, Gijón
24 mai, Sommet UE-États-Unis, Madrid
25-26 mai, Conseil Compétitivité, Bruxelles
30 mai-1^{er} juin, Réunion informelle des ministres de l'Agriculture, Mérida
30 mai-1^{er} juin, Sommet UE-Russie, Rostov
31 mai, Conseil Transports, télécommunications et énergie, Bruxelles

Mai, Sommet UE–Canada, Bruxelles

JUIN

3-4 juin, Conseil Justice et affaires intérieures, Luxembourg

3-4 juin, Conseil des ministres UE–ACP, Ouagadougou

6 juin, Réunion des ministres des Affaires étrangères UpM, Barcelone

6 juin, Sommet UE–Égypte, Barcelone

7 juin, Sommet Union pour la Méditerranée, Barcelone

7 juin, Eurogroupe, Luxembourg

7-8 juin, Conseil Emploi, politique sociale, santé et consommateurs, Luxembourg

8 juin, Conseil Économie et finances, Luxembourg

8-9 juin, Conférence sur le réseau de transport transeuropéen, Saragosse

13-15 juin, Conférence sur les indicateurs de développement de la société de l'information, Madrid

14 juin, Conseil Relations extérieures et développement et Conseil Affaires générales, Luxembourg

17-18 juin, Conseil européen, Bruxelles

21 juin, Conseil Environnement, Luxembourg

21-22 juin, Réunion informelle des ministres du Logement et du Développement urbain, Tolède

24 juin, Conseil Transports, télécommunications et énergie, Luxembourg

28-29 juin, Conseil Agriculture et pêche, Luxembourg